

Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC) [2018-10-01 / 2018-10-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Lundi 1er octobre.

Lutte anti-braconnage en RDC : Joseph Kabila brûle de l'ivoire. Le président de la République, Joseph Kabila, a incinéré dimanche 30 septembre dans le parc animalier de la Nsele à Kinshasa environ 1 tonne de pointes d'ivoire et 1 tonne d'écailles de Pangolin. Il a aussi relâché dans la nature cinq perroquets, dans le cadre de la lutte contre la criminalité environnementale en RDC. Lors de cette cérémonie, Joseph Kabila a lui-même mis le feu à deux stocks d'ivoire - cornes d'éléphants et bracelets - ainsi qu'à un stock d'écaille de pangolins avant de relâcher ces oiseaux. Ces produits issus du braconnage et du commerce illicite lui ont été présentés par l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN). La cérémonie vise à décourager les braconniers et les trafiquants de ces espèces protégées, a expliqué Cosma Wilungula, directeur général de l'ICCN. D'après Cosma Wilungula, les produits partis en fumée ne sont qu'un échantillon. La banque des données de l'ICCN fait état par exemple d'au moins 15 tonnes d'ivoire brutes et taillées saisies. Si ces animaux sont protégés, selon la même source, ils vont rapporter plus dans le cadre du tourisme et de la biodiversité.

Beni : l'opposition appelle au déploiement d'une force spéciale de la SADC. Les partis politiques de l'opposition implantés dans la ville et le territoire de Beni au Nord-Kivu ont appelé dimanche 30 septembre le Conseil de sécurité de l'ONU au vote d'une résolution ordonnant le droit d'ingérence humanitaire et la SADC, au déploiement d'une force spéciale indépendante en RDC pour mettre fin aux massacres des civils dans cette région. Dans leur déclaration commune, ces partis politiques ont dénoncé les massacres récurrents à Beni depuis quatre ans. La population de Beni est sous menace de groupes armés, «principalement les présumés ADF qui ont déjà tué, égorgé et brûlé vif plus de deux mille personnes », ont-ils affirmé dans cette déclaration lue par Evariste Malyakwanza, président sous fédéral du RCD/KML à Beni. Ils ont déploré les aveux d'impuissance et l'incapacité des institutions de la RDC de sécuriser la population de Beni ; alors que « ces deux fléaux - massacre et Ebola - constituent une sérieuse menace sécuritaire et humanitaire non seulement pour la ville et le territoire de Beni mais aussi pour l'humanité tout entière. » Ils insistent pour que la SADC puisse déployer sans délai une force spéciale et indépendante en vue d'éradiquer cette menace des massacres en répétition qui pèsent sur Beni.

Présence massive des enfants du Kasai-Oriental dans les rues de Lubumbashi. Le Comité de lutte contre les risques des jeunes (CORJIE) interpelle les autorités provinciales du Haut-Katanga et du Kasai-Oriental de s'occuper de la question des enfants de la rue qui inondent la ville de Lubumbashi. « On constate qu'il y a des enfants de moins de 12 ans. Il y a même les enfants de trois ans que nous avons répertoriés. Les enfants déclarent que leurs familles se retrouvent au Kasai, et d'autres déclarent qu'on leur a dit qu'après le divorce, leur papa ou maman serait venu au Katanga », rapporte Jérémie Badibanga, coordonnateur provincial de l'ONG CORJIE. Ces enfants disent être venus au Haut-Katanga à la recherche de leurs parents. Et ils mènent une vie difficile dans les rues de Lubumbashi. « Nous supplions les autorités de ces deux provinces de prendre toutes les mesures sécuritaires, de renseignement et de protection des enfants à la gare et dans les parkings là d'où ces enfants sortent. Le gouvernement du Haut-Katanga doit prendre aussi toutes les mesures possibles de contrôle».

Kananga : accrochage entre les Fardc et un groupe d'hommes armés. Un militaire et un civil ont été blessés ainsi qu'un assaillant mis hors d'état de nuire », a indiqué lundi 1er octobre le commandant du secteur opérationnel dans le Kasai, le général Gaby Boswane, faisant le bilan d'une attaque, la veille, d'hommes armés contre une position des Fardc à Tshiawu dans la périphérie de la ville de Kananga sur la route de Mbuji-Mayi.

L'ACCO appelle les taximen au calme après majoration des prix du carburant. L'Association des chauffeurs du Congo (ACCO) a appelé lundi 1er octobre les taximen au calme, leur demandant de ne pas augmenter le prix de la course, à la suite de la majoration la veille des prix du carburant à la pompe. Selon le président provincial de l'ACCO, Jean Mutombo, il faudrait au préalable une concertation avec les autorités compétentes à ce sujet. Réagissant à son tour à cette augmentation, le président de la ligue nationale des consommateurs, Chief Tshipamba, a déploré le manque de transparence

dans les structures des prix. Selon lui, les autorités sont censées associer les consommateurs dans la commission statuant sur les prix.

Le franc congolais refusé sur le marché de Mahagi. Selon le constat fait par le chef de service de l'économie de Mahagi, Moïse Muber Unyay, toutes les opérations commerciales se font dans cette entité frontalière en monnaies étrangères, notamment le dollar américain et le shilling ougandais. Le franc congolais est non seulement rare en circulation, mais surtout ignoré par la majorité de la population locale. Face à ce défi, le service de l'économie de Mahagi plaide pour l'implantation des institutions financières dans cette entité, la création des usines en Ituri pour réduire le taux d'importation des produits manufacturés ougandais par des commerçants locaux. Dans le territoire voisin d'Aru, les transactions commerciales se font également en monnaies étrangères, au détriment du franc congolais.

Seth Kikuni : « Je suis la meilleure personne pour faire entrer la RDC dans le XXI^e siècle ». C'est le plus jeune des 21 candidats retenus pour la présidentielle congolaise. Sans expérience politique, Seth Kikuni a été le premier à se pointer fin juillet devant le siège de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), à Kinshasa, pour y déposer son dossier. L'entrepreneur de 36 ans, passé par la Turquie et l'Afrique du Sud, reçoit au premier étage de sa boutique de vêtements et de chaussures, avenue Lieutenant-colonel Lukusa, au centre-ville de la capitale de la RDC. Le visiteur doit se faufiler entre les costumes Özel Trendz, croiser un portrait de Patrice Lumumba sur les escaliers, avant de tomber sur le bureau du maître du lieu. Dehors, l'on peut encore entendre des murmures de ceux qui soupçonnent le jeune homme d'être une marionnette du régime en place. Entretien.

Jeune Afrique : Pour qui roulez-vous ? Je ne roule pour personne. Je fais partie de la génération des jeunes congolais en colère et indignés par ce qui se passe au pays. J'ai grandi dans les années 1990 : j'ai connu les deux pillages, l'année blanche à l'université, la débrouillardise pour survivre, les deux grandes guerres... Bref, une adolescence et une jeunesse sacrifiées. Même si j'ai pu quitter plus tard la RDC pour aller poursuivre mes études ailleurs, j'ai toujours gardé en moi l'envie de m'engager en politique pour offrir à la jeunesse de mon pays quelque chose de meilleur. Parce qu'en réalité, rien n'a changé depuis.

Diriger la RDC, vous y rêvez depuis quand exactement ? Dans une interview accordée dans un journal turc en 2010, j'affichais déjà ma volonté de briguer la magistrature suprême de mon pays. Mais je ne voulais pas rentrer dans le système actuel et m'y perdre. Je me suis résolu à chercher d'abord des financements pour être autonome. C'est chose faite ! Et c'est désormais le moment de se lancer. D'autant qu'il y a beaucoup de déçus et d'indécis. Il faut leur redonner de l'espoir. La politique en RDC doit cesser d'être une affaire de chômeurs, de ceux qui ont pris des armes ou de ceux qui sont là par la volonté de leurs géniteurs. Les Congolais veulent entendre une autre histoire : celle d'un citoyen ordinaire, enfant de fonctionnaire [son défunt père fut secrétaire général au ministère des Mines, ndr], qui a travaillé et, avec ses propres moyens, décide de mettre au service de la communauté nationale la compétence acquise dans le secteur privé. C'est cette histoire que tous mes compatriotes et moi-même voudrions raconter demain à nos enfants.

Pourquoi avez-vous choisi de vous présenter directement à la présidentielle, plutôt que de vous essayer d'abord aux élections législatives ou provinciales ? La Constitution congolaise permet à un citoyen ordinaire de devenir président de la République. Mais si je brigue directement la magistrature suprême, c'est surtout parce que je porte une idéologie de la rupture. Et ceux qui ont prôné la même chose avant moi se sont complètement perdus parce qu'ils ont commis l'erreur d'entrer dans le système. À mes yeux, devenir député en RDC alors que l'on est déjà entrepreneur, c'est régresser. Le pouvoir législatif ne fait que voter des lois et contrôler l'exécutif. En tant que chef d'entreprise, je suis gestionnaire et considère l'État comme une méga-entreprise.

Seth Kikuni président, la RDC s'inscrira donc sur une ligne libérale, voire ultra-libérale... Exactement ! Nous allons désengager l'État dans plusieurs secteurs, notamment les médias.

C'est pourquoi lors de la présentation de votre programme début septembre, vous avez promis de « vendre la RTNC », la Radio-télévision nationale congolaise. Ce bout de phrase continue à faire réagir. Que vouliez-vous dire ? Beaucoup ont pris cette phrase au premier degré. Je parlais de la nécessité de privatiser la RTNC. Qu'à cela ne tienne, il n'y a jamais privatisation sans vente. Mais au-delà de cette polémique, je voudrais que l'État se désengage du secteur des médias et que, à travers le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC), il n'y joue plus que le rôle de contrôleur, de régulateur. Car la RTNC consomme aujourd'hui quelque 11 millions de dollars provenant des contribuables congolais, mais elle ne sert que le camp politique au pouvoir.

Le recours à la machine à voter continue de faire polémique. Selon vous, faut-il l'utiliser pour les scrutins à venir, ou pas ? Je dois reconnaître que la machine à voter divise. Mais moi, j'ai testé cet ordinateur : cela m'a pris à peu près une minute pour voter. Ce n'est qu'une imprimante. Il nous suffit d'exiger à la Ceni de ne prendre en considération que les résultats issus des urnes. La machine à voter ne peut ainsi tricher, elle peut plutôt nous permettre de gagner du temps.

Que doit-on faire de quelque six millions d'électeurs sans empreintes digitales, mais qui sont repris sur le fichier électoral ? Il faut les extirper du fichier électoral. La Ceni doit également nous expliquer ce qui s'est passé. J'exige une

réunion entre elle et les candidats en lice. On ne peut pas aller aux élections alors que les parties prenantes ne sont pas d'accord sur plusieurs points.

Vous vous revendiquez de l'opposition. Seriez-vous prêt à vous retirer au profit d'un éventuel candidat commun de votre camp ? Nous reprochons au camp au pouvoir le manque de transparence à tous les niveaux. Nous n'avons même pas compris sur la base de quel mécanisme le candidat de la majorité a été désigné. L'opposition ne doit pas tomber dans les mêmes travers. C'est pourquoi je souhaite que nous organisions une primaire. Sans débat dans le choix de notre candidat commun, il n'y aura plus de différence entre opposition et majorité au pouvoir.

Pourriez-vous résumer en une phrase les dix-sept années au pouvoir de Joseph Kabila, le président sortant ? C'est un échec sur le plan économique. Joseph Kabila n'a pas non plus réussi à normaliser la scène politique. Et les richesses nationales n'ont pas été redistribuées de façon équitable.

Et pourquoi Seth Kikuni à la place Joseph Kabila ? Étant plus entrepreneur que politicien, je suis la meilleure personne pour faire entrer la RDC dans le XXI^e siècle, celui de la création des richesses. (Jeune Afrique)

Le 2 octobre.

Naïrobi : saisie de 4,6 tonnes d'or issues de la RDC. La Ligue congolaise de lutte contre la corruption (Licoco) a annoncé lundi 1^{er} septembre la saisie à Naïrobi (Kenya) de 4,6 tonnes d'or d'une valeur de 138 millions de dollars américains, provenant de la RDC. Ce colis d'or serait arrivé au Kenya en février dernier afin d'être légitimé, avant d'être vendu sur les marchés étrangers en tant que produit kenyan, selon la même source. Malheureusement, ce processus a pris plus de temps que prévu, jusqu'à ce que la police kenyane tombe sur l'affaire, d'après Ernest Mpararo, coordonnateur de la Licoco. La personne qui est à la base de cet or a affrété tout un avion, qui est passé de Goma (Nord-Kivu) jusqu'au Burundi et de là, jusqu'en Naïrobi. « Et lorsque le colis est arrivé à Naïrobi, on voulait le blanchir comme étant un produit d'origine kenyanne afin de le vendre à Doubaï ou sur le marché international. Mais, la situation s'est compliquée. C'est comme ça que la police kenyane a saisi cet or-là », a expliqué Ernest Mpararo. Le coordonnateur de la Licoco rappelle que ce n'est pas la première fois que de l'or sorti illégalement de la RDC a été saisi au Kenya, faisant allusion aux 180 Kg d'or de l'entreprise minière Kibali Goldmines. Saisi par la police kenyane mardi 29 octobre 2013 à Naïrobi, ce colis évalué à environ 8 millions de dollars américains avait été restitué à la RDC mardi 12 novembre de la même année.

Kananga : marche de la Lucha contre les massacres de Beni. Les militants du mouvement Lutte pour le changement condamnent les massacres de Beni et appellent les autorités à sécuriser les personnes et leurs biens. Ils l'ont fait savoir dans un mémorandum remis lundi 1^{er} octobre au vice-gouverneur de la province du Kasai-Central, à l'issue d'une marche pacifique organisée dans la ville de Kananga. A cette même occasion, la Lucha a également interpellé la Monusco sur la nécessité de protéger les civils. « La Lucha Kananga exige la protection de la population et de ses biens. Elle propose qu'un arsenal militaire soit déployé à Beni pour mettre en déroute les présumés rebelles ADF. Elle interpelle la Monusco à mettre en application la mission qui lui a été conférée par la résolution 2409 du Conseil de sécurité des Nations unies sur le volet de la protection des civils », a déclaré un des manifestants. De son côté, le vice-gouverneur du Kasai-Central, Mannix Kabuanga, a salué le courage de ces militants de la Lucha qui, selon lui, se sont comportés en patriotes pour déplorer l'insécurité à Beni. Aucun incident n'a été rapporté lors de cette marche, autorisée par le maire de Kananga.

Violée par 7 personnes à Tenke, une fillette de 12 ans pas soignée faute de moyens. L'ONG des droits de l'homme « Eben Ezer » section de Tenke dans le Lualaba a lancé mardi 2 octobre un cri d'alarme en faveur d'une fillette de 12 ans, violée dimanche dernier par un groupe de sept garçons. Ces derniers lui ont causé plusieurs lésions. L'infortunée n'est pas prise en charge jusque-là, faute des moyens, s'alarme l'ONG. L'ONG Eben Ezer plaide pour que justice soit faite. Selon lui, à chaque fois qu'on arrête un présumé violeur, « s'il a de l'argent, s'il arrive à Fugurume, on le relâche facilement ».

Une bande d'agresseurs tuent un touriste allemand à Boma. Lundi vers 22 heures locales, quatre hommes dont les identités demeurent inconnues sont venus frapper à la voiture en stationnement avec à son bord un couple de touristes. Face à l'insistance de ces visiteurs indésirables, le touriste est sorti du véhicule avec une bombe aérosol d'autodéfense à gaz pour chasser ces assaillants. Deux d'entre eux atteints par le gaz, et un troisième homme ont pu s'échapper. Le quatrième homme de la bande a alors engagé la bagarre avec le touriste, le blessant à l'aide d'un métal pointu, avant de s'enfuir à son tour. Le touriste a succombé de ses blessures mardi matin, selon des témoins. Son épouse se trouve actuellement à Boma avec le véhicule. Ce couple de touriste allemand venait de l'Angola et se rendait dans la cité de Muanda, selon les mêmes sources. La société civile affirme qu'à ce jour la ville de Boma est devenue la plaque tournante de la criminalité dans le Kongo-Central.

L'armée annonce avoir tué 4 miliciens à Beni. Un groupe d'hommes armés a attaqué mardi 2 octobre dans la matinée une position des Fardc à Karuruma, un village de la chefferie de Bashu en territoire de Beni, situé à plus ou moins 90 Km de la ville de Beni. Bilan provisoire de quatre assaillants tués lors de la riposte de l'armée.

Lualaba : l'effondrement du pont Lukoshi perturbe les activités des entreprises minières et l'alimentation de la population. « Sur le plan de la distance, le port de Lobito est proche de la province de Lualaba. Cela évite aux opérateurs économiques de passer par Kasumbalesa pour atteindre la Tanzanie ou l'Afrique du Sud ou encore la Namibie. Vous êtes obligés maintenant de passer par plusieurs pays. Et cela devient très coûteux. Tandis que du côté de l'Angola, vous quittez directement le Lualaba et vous êtes non loin de Lobito et votre marchandise est partie, que ça soit en importation ou en exportation », explique Patrick-André Kakwata, député national. Pour cet élu de Kolwezi, l'effondrement du pont Lukoshi pourra aussi empêcher la Ceni de bien assurer le transport du matériel électoral, sans compter la crise alimentaire qui risque de frapper Kolwezi et Lubumbashi.

L'opération de remboursement des anciens clients de la Banque congolaise prend fin le 15 octobre. L'opération de remboursement des anciens clients de la Banque congolaise prend fin le 15 octobre. Passé ce délai, l'argent qui ne sera pas récupéré par son auteur, sera consigné à la Banque Centrale du Congo (BCC), prévient Me Alfred Luboya, avocat au barreau de Kinshasa/Gombe et consultant à la Banque congolaise en liquidation.

Haut-Katanga : un mort dans les échauffourées entre creuseurs artisanaux et policiers à Kawama. Une élève de 15 ans a été tuée ce mardi 2 octobre à Kawama par une balle perdue, tirée par un des policiers commis à la garde de la carrière minière de Kawama exploitée par l'entreprise Congo Dong Fang Mining (CDM). Ces policiers ont fait recours aux balles réelles pour faire face aux échauffourées qui les opposaient aux creuseurs artisanaux des mines. Le chef du village Kawama qui déplore cette situation appelle les autorités tant nationales que provinciales à « sécuriser d'abord la population et les minerais ensuite.

Nord-Kivu : le président de l'assemblée provinciale demande aux Fardc et à la Monusco de juguler l'insécurité. « Il est vrai que l'insécurité bat son record au Nord-Kivu et nous ne pouvons pas espérer avoir les élections apaisées si cette situation perdure. Voilà pourquoi nous avons voulu dénoncer cette situation aujourd'hui, et appeler à l'attention de tous les services de sécurité y compris les Fardc et interpellé la Monusco pour que les efforts soient conjugués et pour que cette insécurité soit complètement jugulée. Et donc il nous appartient à nous tous, de pouvoir associer nos efforts pour que cette insécurité prenne fin de manière définitive pour que les élections aient lieu mais aussi pour que le développement de la province soit au rendez-vous », a indiqué Jules Hakizumwami, président de l'assemblée du Nord-Kivu.

Mercredi 3 octobre.

La Monusco lance des projets pour la cohabitation pacifique et la réinsertion de 600 démobilisés en Ituri. La Monusco a lancé mardi 2 octobre les projets de réhabilitation de la route Rwampara-Buguma, longue de 38 km et de la construction de deux marchés publics à Nyamavi et à Kinyanjojo au sud du territoire d'Irumu pour favoriser la réinsertion socioéconomique des démobilisés et la cohabitation pacifique entre les communautés Hema et Bindi. Environ 600 ex-combattants, des jeunes à risques et des femmes vulnérables issues de deux communautés seront employés comme main d'œuvre dans ces projets. La réhabilitation de cette route va permettre de faciliter le trafic sur ce tronçon qui relie la RDC à l'Ouganda en passant par la rivière Semliki. Ce projet prévoit également la construction de deux marchés avec chacun quatre hangars d'une capacité d'environ 100 marchands et des toilettes. Le chef de collectivité de Bahema Sud, Deogracias Rusoke, salue cette action de la Monusco qui répond aux attentes de la population pour le développement de cette région et la cohésion sociale entre les deux communautés.

Beni : marche de la Lucha pour marquer le 4^e anniversaire du début des massacres. Quatre ans se sont écoulés depuis qu'ont eu lieu les premiers massacres des civils à Mukoko et Kokola dans le territoire de Beni. Dans le document remis au chef de bureau de la Monusco à Beni, la Lucha indique que les autorités congolaises et l'ONU n'ont fait que des promesses de solutions sans lendemain. Et c'est pourquoi elle fait cinq propositions qui prennent en compte la sécurité, la justice, l'assistance humanitaire aux victimes, le devoir de mémoire et les élections démocratiques. « Les propositions, nous les avons adressées au peuple congolais, à la SADC et à la communauté internationale dans son entièreté et non pas au gouvernement ; parce que nous ne croyons pas au gouvernement. Il est illégitime ! Nous savons qu'il est dépassé et il ne peut malheureusement rien nous amener », explique un militant de la Lucha. « Les Fardc et la Monusco dans leur format actuel ont échoué. C'est pourquoi, nous avons appelé à la mise en place d'une force régionale sous le leadership de la

SADC avec l'appui de l'ONU pour qu'on arrive à en finir avec les massacres », souhaite ce militant. Dans sa déclaration, la Lucha parle de plus de deux mille civils congolais sauvagement tués, de centaines d'autres mutilés ou enlevés.

Présidentielle-RDC : 7 candidats exigent l'impression des bulletins de vote ; Sept candidats à l'élection présidentielle : Marie Josée Ifoku, Sylvain-Maurice Masheke, Théodore Ngoy, Yves Mpunga, Gabriel Mokia, Seth Kikuni et Radjabo Tebaro Soborabo, ont exigé mardi 2 octobre à la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) de procéder "sans désenquêter" à l'impression de bulletins de vote pour les élections du 23 décembre. Dans une déclaration commune, ces candidats affirment que l'élection avec bulletin de vote est le seul mode de vote prescrit par le législateur congolais. Ils plaident pour la mise en place d'une commission technique comprenant la CENI, le CNSA et le gouvernement en vue de vérifier l'impression de ces bulletins de vote. Selon eux, cette impression n'aura pas d'incidences négatives sur le calendrier électoral.

La Monusco toujours disposée à apporter son « appui militaire nécessaire » aux élections. Le chef de staff des forces de la Monusco, le général Muhammad Mughal, a déclaré : « Nous savons que les élections attendues en décembre cette année seront un moment important pour le Gouvernement et le peuple congolais. Bien sûr que cela ne relève pas du mandat de la Force, il revient à la Ceni et au Gouvernement de décider. Toutefois, si cela est demandé, la Monusco reste disponible pour assister selon le besoin du gouvernement ».

Beni : un militaire tue ses deux enfants et se suicide. Les faits se sont passés mardi 2 octobre au quartier Kanzulinzuli dans la commune de Bungulu à Beni (Nord-Kivu). L'adjudant-chef Kapunga Kande René, infirmier militaire, a tiré sur ses deux enfants jumeaux, âgés de 2 ans et demi avant de retourner l'arme contre lui-même.

Sud-Kivu-Maniema : retour progressif des déplacés sur l'axe Lulimba-Salamabila. Environ 60% des 53 000 personnes déplacées sur l'axe Lulimba-Salamabila entre le Sud-Kivu et le Maniema ont regagné leur village. Ces mouvements de retour se font à la suite de l'accalmie qui prévaut actuellement dans ces zones. La majorité de ces personnes déplacées avait trouvé refuge dans la forêt en raison des affrontements entre l'armée congolaise et les éléments des groupes armés qui ont secoué la région de Kilembwe en territoire de Fizi du 15 au 23 septembre derniers.

Nord-Kivu : la Monusco et le gouvernement provincial évaluent la situation sécuritaire à Nyabyondo. Une délégation mixte Monusco-gouvernement provincial du Nord-Kivu effectue depuis lundi 1er octobre une mission à Nyabyondo, dans le secteur d'Osso Banyungu en territoire de Masisi. L'objectif est d'évaluer la situation socio-sécuritaire dans cette région menacée par l'insécurité causée par l'activisme des groupes armés. Cette délégation vise aussi à faciliter la cohésion sociale et sensibiliser la population à collaborer avec l'armée loyaliste déployée dans cette zone.

ONU : une délégation du conseil de sécurité attendue à Kinshasa pour évaluer le mandat de la Monusco. Une délégation du Conseil de sécurité comprenant 15 membres est attendue vendredi 15 octobre en RDC pour évaluer la façon dont le mandat qui a été donné à la mission onusienne en RDC est mis en œuvre, rapporte Florence Marchal, porte-parole de la Monusco. Elle indique aussi que ces membres du Conseil de sécurité vont rencontrer les parties prenantes au processus électoral.

Luebo : les écoles détruites sous la milice Kamuina Nsapu en difficultés. Près de la moitié d'écoles primaires et secondaires de la coordination diocésaine Luebo Nord (Kasaï) ont été détruites durant les troubles liés à la milice Kamuina Nsapu de 2016-2017. En conséquence, les élèves de ces écoles étudient difficilement, a déploré mercredi 3 octobre le coordinateur de ces écoles, Jean-Claude Banjana. Il est difficile d'organiser des enseignements dans ces écoles, où les élèves étudient à même le sol, livrés aux intempéries. Les bâches offertes par l'Unicef n'ont suffi qu'à couvrir les classes de trois écoles.

Jeudi 4 octobre.

RDC : le projet de budget 2019 se chiffre à près de 6 milliards de dollars. Le Premier ministre congolais, Bruno Tshibala a déposé mercredi 3 octobre au bureau de l'Assemblée nationale le projet de loi des finances de l'exercice 2019 ainsi que celui portant reddition des comptes de l'exercice 2017. Ce budget présenté, en recettes et en dépenses, est évalué à 10.352,3 milliards de francs Congolais, équivalant à près de 6 milliards USD. L'examen de la loi sur la reddition des comptes est un préalable légal à l'examen du projet de budget 2019. En lieu et place de 60 jours que la loi accorde au Parlement pour examiner le budget, l'Assemblée nationale et le Sénat ne disposent plus que de 40 jours pour examiner ces deux projets de loi avant d'aller en campagne électorale.

Machine à voter : le PALU encourage le dialogue Ceni – classe politique. L'utilisation de la machine à voter lors des élections du 23 décembre, telle que proposée par la Ceni, continue de diviser la classe politique en RDC. Le Front commun pour le Congo (FCC), au pouvoir, y est favorable ; tandis que les candidats de l'opposition la rejettent. Le regroupement PALU et Alliés conseille de décanter cette question par la voie du dialogue. « Il faut qu'il y ait un consensus. S'il n'y a pas consensus, on peut [organiser] les élections même un ou deux mois après. Vous n'allez pas brûler toutes les élections parce qu'il n'y a pas élections le 23 décembre ! », a affirmé le député Henri Thomas Lokondo, l'un des alliés, soulignant le fait que « ce sont les bulletins papiers qui sont dans la loi électorale. » Il s'est dit favorable à un report des élections. Mais, a-t-il insisté, il faudrait que tout le monde se mette d'accord sur ce qui doit être utilisé : « est-ce que c'est le bulletin papier ou la machine à voter ? » **Alliance PALU – MP.** Le PALU déplore par ailleurs l'invalidation par la Cour constitutionnelle de la candidature d'Antoine Gizenga, son autorité morale. Mais demande à ses militants de se mobiliser pour aller élire les députés nationaux et provinciaux.

Beni : la commune de Rwenzori quasi désertée par la population. Au moins trois quarts des quartiers de la commune de Rwenzori dans la ville de Beni sont abandonnés par la population depuis quelques semaines, ont indiqué des sources locales mercredi 3 octobre. La population fuit les incursions récurrentes des présumés rebelles des ADF dans cette partie Nord Est de cette ville du Nord-Kivu. Sur les 6 quartiers que comptent la commune de Rwenzori, quatre - Nzuma, Ngadi, Boikene, Paidi et une partie de Kasabinyole - sont déjà abandonnés par la population. Seul le quartier Mabakanga, situé non loin du centre-ville, est encore habité. D'après les mêmes sources, le déplacement progressif de la population a débuté au mois de juin, dans la commune de Rwenzori, avant de s'accélérer ces dernières semaines. De son côté, le capitaine Mak Hazukay, porte-parole des opérations Sokola 1, appelle la population locale à la patience. « L'ennemi, lorsqu'il se sent coincé, contourne nos positions. Il vient, par vengeance, tuer les gens au hasard pour essayer de nous discréditer auprès de la population » ;

Kinshasa : la machine à voter au menu de la rencontre Ceni-candidats à la présidentielle du 23 décembre. La Commission électorale nationale indépendante et les candidats à la présidentielle du 23 décembre échangent ce jeudi 4 octobre au siège de la Ceni à Kinshasa sur la machine à voter. Le débat est « houleux autour de la machine à voter. Seuls trois candidats soutiennent la machine à voter ». Par contre, une autre source proche de la Ceni déclare que « huit candidats sur les 21 rejettent la machine à voter ».

HRW appelle la CPI à enquêter sur les massacres de Beni. « Les meurtres brutaux d'habitants de Beni ne cesseront pas tant que les commandants des forces responsables ne seront pas traduits en justice », indique un communiqué de Human Rights Watch (HRW), publié jeudi 4 octobre à Goma (Nord-Kivu). « En quatre ans, le gouvernement congolais s'est montré incapable de mettre un terme aux abus et aux souffrances à Beni », souligne la directrice adjointe/Division Afrique de HRW, Ida Sawyer. Pour elle, « Beni a besoin de davantage d'action internationale pour protéger les civils, traduire les coupables en justice, et aider les soignants qui s'efforcent de lutter contre Ebola ». Puisque les autorités congolaises n'ont pas enquêté ni ouvert des poursuites judiciaires sur les massacres de Beni, poursuit communiqué, le bureau du procureur de la Cour pénale Internationale devrait s'en charger et étendre le champ de son enquête sur la RDC, pour couvrir les attaques qui ont commencé à Beni le 2 octobre 2014, il y a donc exactement quatre ans.

Uvira : l'armée sollicite l'implication de leaders locaux dans la lutte contre les milices. « Ceux qui nous font la guerre sont nos enfants, nos frères ; corrigez-les. Dites-leur de déposer les armes, dans le cas contraire ils seront traqués », a déclaré le général David Rugahi au cours d'une réunion du conseil territorial de sécurité élargi qui a connu la participation de plus d'une centaine d'acteurs locaux : chefs coutumiers, autorités territoriales administratives, responsables de l'armée, de la police et des services de sécurité. L'officier a mis en garde toute personne qui collabore avec ces Maï-Maï et d'autres membres des groupes armés. Dans ces échanges, les acteurs locaux ont salué le travail abattu par l'armée régulière. Ils ont tout de même plaidé pour l'abolition de toutes les barrières érigées sur les routes de la région.

Beni : les soins de santé gratuits difficilement appliqués à Mabalako. La société civile de Beni se plaint du non-respect de la gratuité des soins de santé dans la zone de santé de Mabalako, affectée par la maladie à virus Ebola. Depuis près d'un mois, les malades qui se rendent dans les structures sanitaires de Mabalako, après consultation gratuite chez les médecins, se retrouvent avec des ordonnances en mains. Ils doivent se débrouiller pour acheter eux-mêmes leurs médicaments. Selon les sources sanitaires à Mabalako, la zone de santé n'a plus des médicaments pour prendre en charge gratuitement les malades.

Lualaba : le Foner débloque 500 millions de FC pour la construction d'un nouveau pont sur la rivière Lukoshi. Le Fonds national d'entretien routier (Foner) dans le Grand Katanga vient de débloquer 500 millions de FC pour la

construction d'un nouveau pont qui sera jeté sur la rivière Lukoshi sur l'axe Kolwezi -Kasaji. Les travaux de construction de cet ouvrage doivent débuter dans les prochains jours et seront exécutés par l'Office des routes, a-t-il indiqué.

Justice : le barreau de l'Ituri installé. Le nouveau barreau de l'Ituri a été installé mercredi 3 octobre à l'issue d'une assemblée générale qui a élu son premier bâtonnier et le reste du Conseil de l'ordre. Cette séance a été présidée à Bunia par le 1er Président de la Cour d'appel près le parquet général de l'Ituri, Claude Francis Nsimbi. Trente-quatre avocats ayant déjà prêté serment et inscrits au tableau de l'ordre constituent le barreau de l'Ituri. Parmi eux deux femmes.

Usage de la machine à voter: la Ceni et les candidats présidents s'accordent à mettre en place une commission. « Les candidats ont salué d'abord le fait que le processus évolue. Mais en plus de cela, ils ont présenté certaines préoccupations concernant certaines questions techniques. Les candidats et la CENI se sont mis d'accord pour qu'une commission technique soit mise en place et cette commission devra permettre d'approfondir toutes ces questions. Le tout dans le but de concilier les impératifs certes techniques de faire adhérer tout le monde au processus, mais aussi de faire en sorte que le 23 décembre l'élection se tienne », a rapporté Corneille Nangaa. Cette position n'est pas du tout partagée par tous les candidats, principalement ceux de l'opposition politiques et certains indépendants. Marie Josée Ifoku, l'une de candidate indépendante affirme par contre qu'il n'y a pas eu de consensus sur la machine à voter.

Vendredi 5 octobre.

Le conseil de sécurité devrait demander l'ouverture de l'espace civique en RDC, selon Amnesty. Depuis 2015, l'opposition et des organisations de la société civile organisent régulièrement des manifestations pour dénoncer ce qu'elles considèrent comme des tactiques visant à retarder les élections, indique Amnesty. Les manifestations ont été interdites ou brutalement réprimées. L'ONG rappelle que le 3 septembre dernier lors des manifestations pacifiques dans plusieurs villes du pays contre la machine à voter que la Commission électorale prévoit d'utiliser pour la première fois dans le pays, au moins 23 manifestants pacifiques ont été blessés, et 89 autres ont été arrêtés dans la capitale, Kinshasa, ainsi que dans les villes de Goma, Lubumbashi, Bukavu, Mbandaka, Mbuji-Mayi et Tshikapa. Le Conseil de sécurité doit à nouveau demander aux autorités congolaises de lever officiellement toute interdiction de manifestations pacifiques et de mettre fin à la répression contre les réunions de l'opposition et de la société civile, suggère Amnesty.

Elections en RDC : le CAFCO demande à la Monusco d'accompagner les candidates. Le cadre permanent de concertation de la femme congolaise (CAFCO), une plateforme des réseaux des femmes de la société civile et des organisations politiques, demande au système onusien en RDC, notamment à la Monusco, d'accompagner et de préparer les femmes candidates à battre campagne pour les prochaines élections. Cet accompagnement pourrait consister en la formation des candidates et à les appuyer à être plus présentes dans les médias afin qu'elles sachent « se présenter vis-à-vis de leur électorat pour arriver à drainer les voix », a plaidé Mme Adine Omokoko.

Le Nobel de la paix au Congolais Denis Mukwege et à la Yazidie Nadia Murad. Le prix Nobel de la paix a été attribué vendredi 5 octobre 2018 au médecin congolais Denis Mukwege et à la Yazidie Nadia Murad, ex-esclave du groupe Etat islamique, qui œuvrent à "mettre fin à l'emploi des violences sexuelles en tant qu'arme de guerre". "Denis Mukwege et Nadia Murad ont tous les deux risqué personnellement leur vie en luttant courageusement contre les crimes de guerre et en demandant justice pour les victimes", a déclaré la présidente du comité Nobel, Berit Reiss-Andersen. "Un monde plus pacifique ne peut advenir que si les femmes, leur sécurité et droits fondamentaux sont reconnus et préservés en temps de guerre", a-t-elle ajouté. Les Nations unies ont salué une annonce "fantastique" qui "aidera à faire avancer le combat contre les violences sexuelles comme arme de guerre dans les conflits".

10 morts dans un accident de route en plein parc des Virunga. Un accident de circulation a fait au moins dix morts, dont deux enfants, jeudi 3 octobre en milieu de la journée dans les escarpements de Kabasha, entre Kanyabayonga et la Rwindi, en plein parc national des Virunga, territoire de Rutshuru. Selon les sources sur place, l'ivresse au volant et l'excès de vitesse seraient à la base du drame.

Beni : 4 militaires tués par des présumés rebelles ADF. Des présumés rebelles des ADF ont attaqué jeudi 4 octobre une position de l'armée à Paidi, dans la périphérie de la ville de Beni (Nord-Kivu). L'attaque de la position Fardc de Paidi, plus ou moins 5 km de Beni-centre, est intervenue autour de 17 heures locales, alors que quatre généraux de l'armée étaient en réunion sur place. Il s'agit du Chef d'Etat-major force terrestre, du commandant adjoint de la 3e zone de défense en charge des opérations, celui de la 34e région militaire et du commandant des opérations Sokola 1. Quatre militaires Fardc auraient été tués, dont un major. D'autres sources parlent de huit morts, dont deux civils.

Pas d'engouement devant les listes des électeurs au Sud-Ubangi et à l'Equateur. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a affiché, depuis le début de la semaine, les listes des électeurs au sein des écoles qui ont servi de centres d'inscription et qui seront des futurs bureaux de vote dans le Sud-Ubangi et à l'Equateur. Mais, les électeurs ne se bousculent pas pour vérifier si leurs noms y figurent ou pas, ont indiqué des témoins jeudi 4 septembre. Il s'agit d'éviter la situation connue lors des élections de 2011, où la Ceni avait dû confectionner des listes supplémentaires pour des électeurs dont les noms n'avaient pas été repris. Pour ce faire, le secrétaire exécutif de la Ceni/Sud-Ubangi a lancé un appel aux partis politiques et à la société civile pour sensibiliser les électeurs à consulter les listes affichées.

Le gouvernement et la Monusco saluent le Prix Nobel Denis Mukwege. Tout en déplorant les « déclarations politisées » du docteur Mukwege, le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, reconnaît le travail impressionnant abattu en faveur des femmes victimes des violences sexuelles. « Le gouvernement félicite Denis Mukwege pour cette reconnaissance, par l'Académie Nobel de Suède, du travail important et significatif qu'il fait en faveur de nos compatriotes, particulièrement des femmes victimes de violences sexuelles », a déclaré Lambert Mende à radio Okapi. La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Leila Zerrougui, « salue le fait que soit récompensée une personne qui consacre sa vie non seulement à soigner les femmes victimes de violations graves mais aussi à se reconstruire ». Selon elle, ce prix constitue une consécration pour le Dr Mukwege et pour la République démocratique du Congo. Leila Zerrougui espère que ce prix permettra de renforcer la lutte contre les violences sexuelles sur l'ensemble du territoire congolais et ainsi contribuer à une paix durable dans le pays.

La Monusco sensibilise les jeunes de Kinshasa contre les violences en période électorale. Comment prévenir et réduire la violence en période électorale et sécuriser la commune de Barumbu. La question était au centre d'un forum des jeunes de cette commune jeudi 4 octobre 2018. Cette initiative a bénéficié de l'appui de la section des affaires civiles de la Monusco. Les jeunes de Barumbu ont évoqué plusieurs points au cours de cet échange : insécurité au quotidien, phénomène kuluna, tapages nocturnes, insalubrité, chômage et surtout le spectre de violence autour des élections.

Samedi 6 octobre.

La délégation du Conseil de sécurité échange avec la Ceni sur le processus électoral. La délégation du Conseil de sécurité des Nations unies conduite par le représentant permanent de la France aux Nations Unies, François Delattre, a échangé vendredi 5 octobre avec la Commission électorale nationale indépendante sur le processus électoral. Selon François Delattre, les échanges ont tourné autour des questions très approfondies. Pour sa part, le président de la Ceni, Corneille Nangaa, a réitéré la position du gouvernement congolais de ne pas solliciter l'appui financier et logistique des partenaires extérieurs. Cependant, il a fait remarquer que la Monusco « est là et est prête à apporter son appui ». Pour le président de la Ceni, cette délégation qui est venue s'imprégner de l'état d'avancement du processus électoral en RDC, témoigne de son appui audit processus en plus de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO), ainsi que de 130 experts internationaux.

Kongo central: au moins 30 morts dans un incendie à Mbuba. Au moins 30 personnes sont mortes et plusieurs autres brûlées dans un incendie ce samedi 6 octobre au village Mbuba non loin de la cité de Kisantu. Des dégâts matériels sont considérables, indiquent les sources locales. Cet incendie a été provoqué par la collision d'un camion-citerne avec un autre véhicule. La société civile parle de plus de 40 morts. Le feu s'est répandu rapidement, atteignant ainsi les habitations environnantes.

L'ONU salue l'attribution du Prix Nobel de la paix à Nadia Murad et au Dr Denis Mukwege. Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a félicité Nadia Murad et le Dr Denis Mukwege, les lauréats du prix Nobel de la paix 2018. « En défendant les victimes de violences sexuelles dans les conflits, ils ont défendu nos valeurs communes », a dit M. Guterres dans un communiqué publié le jour de l'annonce des lauréats. « Nadia Murad a évoqué des abus innommables en Iraq lorsque les extrémistes violents de Daesh ont brutalement pris pour cible le peuple yézidi, en particulier les femmes et les filles », a rappelé le Secrétaire général. En tant qu'Ambassadrice de bonne volonté de l'ONUSD depuis 2016, Nadia Murad a poursuivi son soutien aux victimes de la traite des êtres humains et de l'esclavage sexuel demandant justice pour les auteurs de ces crimes. « Son puissant plaidoyer a touché des personnes à travers le monde et a aidé à mettre en place une enquête vitale des Nations Unies sur les crimes déchirants qu'elle a subis, ainsi que de nombreux autres ». Le chef de l'ONU a salué en la personne du Dr. Denis Mukwege « un défenseur sans peur pour les droits des femmes victimes de viol, d'exploitation et autres abus horribles lors de conflit armé ». « Malgré des menaces régulières de mort, il a fait de l'hôpital Panzi en République démocratique du Congo un refuge contre les mauvais traitements », a dit M. Guterres, soulignant que les Nations Unies soutiennent ses efforts. « C'est une voix puissante qui a attiré l'attention du monde sur les crimes

choquants commis contre les femmes en temps de guerre. En tant que chirurgien compétent et sensible, il a non seulement réparé les corps brisés, mais a également redonné dignité et espoir ».

La Commission Justice et paix félicite les organisateurs du meeting du 29 septembre et le pouvoir public. La Commission épiscopale Justice et paix, organe technique de la Conférence épiscopale nationale du Congo, félicite les organisateurs du meeting du 29 septembre, l'autorité de la ville de Kinshasa, les manifestants et les services de sécurité pour leurs comportements constructifs avant, pendant et après cet événement. Elle les encourage à consolider cet acquis. Pour cette structure de la Cenco, il est donc possible d'avoir des manifestations et des réunions publiques sans bombe à gaz lacrymogène, sans violences, ni blessés, ni mort d'homme, si chaque partie prenante adopte un comportement constructif.

« Tous les candidats présidents de la République ont droit au même traitement concernant leur sécurisation » (Police), a affirmé ce samedi 6 octobre le colonel Pierrot Mwana Mputu, porte-parole de la police nationale congolaise (PNC) dans une interview exclusive accordée à Radio Okapi. Selon Pierrot Mwana Mputu, le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et sécurité nationale Henri Mova Sakanyi a, dans une réunion tenue avec la PNC, instruit la hiérarchie de la police à s'atteler sur cette question.

Dr Mukwege: « Ce prix n'aura de signification que s'il change la situation des victimes des viols ». « Cet honneur est une inspiration. Car il démontre que le monde est effectivement en train de prêter attention à la tragédie des viols et violences sexuelles et que les femmes et les enfants qui les subissent depuis trop longtemps ne sont pas ignorées », a indiqué Dr Mukwege. « Aujourd'hui mes pensées sont directement et orientées vers toutes les survivantes des viols et violences sexuelles en zone de conflit à travers le monde. Je suis honoré d'être nommé aux côtés de Nadia Murad avec qui je partage ce combat depuis quelques temps », a rappelé le Dr Denis Mukwege.

La délégation du Conseil de sécurité échange avec Bruno Tshibala sur le processus électoral et le retrait de la Monusco. La délégation du Conseil de sécurité de l'ONU a échangé ce samedi 6 octobre matin sur l'évolution du processus électoral avec le Premier Ministre Bruno Tshibala et certains membres de son gouvernement dont le ministre de l'Intérieur et les responsables des services de sécurité. Selon la représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies en RDC Leïla Zerrougui, les deux parties ont eu des discussions franches, sincères et cordiales sur le processus électoral. La cheffe de la Monusco a aussi indiqué que le départ de la Monusco a aussi été évoqué.

L'opposition dénonce « la prise en otage du processus électoral ». Les leaders de l'opposition ont dénoncé ce samedi 6 octobre auprès de la délégation du Conseil de sécurité des Nations unies « la prise d'otage du processus électoral par le pouvoir en place ». L'opposition politique congolaise a de nouveau posé des préalables pour sa participation aux prochaines élections, notamment la mise à l'écart de la machine à voter. Pour Vital Kamerhe, Félix Tshisekedi, Martin Fayulu, Pierre Lumbi, Eve Bazaiba, Delly Sessanga et bien d'autres, ce vote électronique n'est pas prévu dans la loi électorale. Ils font estimer que cette machine à voter va faciliter la tricherie. Ces opposants ont aussi demandé que soient extirpés les centaines des fictifs contenus dans le fichier électoral. Ils ont aussi manifesté leur inquiétude en ce qui concerne l'invalidation par la CENI de plusieurs candidats de l'opposition tant à la présidentielle qu'aux législatives. Ces leaders, qui se disent prêts à aller aux élections, attendent avoir des garanties pour des scrutins crédibles. Ils plaident pour l'implication du Conseil de sécurité.

Pour le FCC, « les opposants ne sont pas prêts pour les élections ». Le Front commun pour le Congo, reçu ce samedi 6 octobre par la délégation du Conseil de sécurité de Nations unies, la position des opposants de rejeter la machine à voter montre clairement que ces leaders ne sont pas prêts pour les élections. Le coordonnateur du comité stratégique de cette plateforme, Néhémie Mwilanya, affirme avoir avoué à la délégation du Conseil leur détermination d'aller aux élections le 23, conformément au calendrier de la Ceni. « Nous pensons que nous avons suffisamment dialogué dans ce pays, nous avons trouvé le consensus sur les questions essentielles qui pouvaient permettre l'organisation des élections. Je crois que la machine à voter est une question technique. Nous avons la Ceni qui est le pouvoir organisateur des élections. Ce pouvoir, elle le tire de la constitution. Nous devons faire confiance en la Ceni », a recommandé M. Mwilanya.

Accident meurtrier à Mbuba : la Monusco apporte une assistance aux blessés. La représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies en RDC, Leïla Zerrougui, a annoncé, dans un communiqué publié ce samedi 6 octobre suite à l'accident meurtrier survenu ce même samedi à Mbuba, que la Monusco a offert son soutien au gouvernement de la République démocratique du Congo afin d'apporter une assistance rapide aux blessés. Neuf ambulances de la Mission sont en route pour l'hôpital Saint-Luc de Kisantu afin de procéder à des évacuations médicales, indique le communiqué. Un soutien additionnel pourra être apporté suite à l'évaluation des équipes déployées sur place, poursuit le document.

Dimanche 7 octobre.

Le Conseil de sécurité marque sa volonté d'accompagner la RDC sur le chemin de la paix, de la stabilité et de la prospérité. « Nous avons marqué la volonté du Conseil d'accompagner la RDC sur le chemin de la paix, de la stabilité et de la prospérité. Les élections du 23 décembre marquent l'opportunité historique sur ce chemin. Elles ouvrent en effet la voie à une première transition démocratique et pacifique du pays. C'est pourquoi il est crucial que les élections du 23 décembre soient crédibles et transparentes et se tiennent dans un climat apaisé », a souhaité François Dellatre, chef de cette mission. La délégation du Conseil de sécurité a eu un entretien « important et approfondi » avec le Président Kabila. Un entretien jugé comme le « moment fort de la mission du Conseil de sécurité à Kinshasa », a indiqué M. Delattre. Pour la France qui dirige cette délégation du Conseil, les priorités de cette mission en RDC sont les élections prévues avant la fin de l'année, la situation sécuritaire dans le pays, la participation des femmes congolaises et la lutte contre les violences faites à ces dernières.

Accident de Mbuba: Joseph Kabila ordonne trois jours de deuil national. Le Président Joseph Kabila a ordonné, dans un communiqué rendu public samedi 6 octobre à Kinshasa, trois jours de deuil national, en mémoire des victimes de l'accident survenu à Mbuba le même samedi. Deux véhicules dont l'un transportait du carburant sont entrés en collision. Joseph Kabila a « instruit le gouvernement afin d'encadrer la population et de prendre en charge » les funérailles des victimes et les soins des blessés.

Le bilan de l'accident de Mbuba revu à la hausse : 39 morts (Officiel). « Quand nous sommes arrivés sur le lieu de l'accident, il y a eu 20 corps calcinés. Ils ont été identifiés par le médecin légiste et inhumés en bonne et due forme à Kasangulu, chacun dans sa tombe. Quand nous sommes arrivés à Kisantu, il y avait 104 cas. Quatre personnes étaient déjà mortes. Au fur et à mesure qu'on les évacuait, certains mourraient de leurs blessures jusqu'à atteindre les 19 cas de décès. Le bilan peut évoluer parce que ce sont des blessures graves », a indiqué José Makila, ministre des Transports et voies de communication qui conduit l'équipe gouvernementale sur le lieu du drame. Il renseigne que 84 blessés ont été transférés à Kinshasa dans les ambulances.

Processus électoral : la Cenco préoccupée par l'absence de consensus entre les acteurs politiques. La Cenco a affirmé qu'elle est préoccupée par l'absence de consensus entre les acteurs politiques autour du processus électoral. Les responsables de cette structure catholique ont été reçus samedi 6 octobre par la délégation du Conseil de sécurité des Nations unies, en séjour de travail en RDC. Pour la Cenco, la rencontre avec la délégation du Conseil fut l'occasion d'exprimer « les craintes, les difficultés et les inquiétudes » liées aux processus électoral en RDC, mais aussi de souligner que « le processus est en train d'avancer ». « La Cenco n'a cessé d'inviter les acteurs politiques et sociaux à chercher le consensus autour des problèmes qui les divisent », a déclaré l'Abbé André Masinganda. Il cite notamment les problèmes liés au fichier électoral et à la machine à voter. L'implication de la communauté internationale sollicitée.

Nord-Kivu : 14 morts et 13 blessés dans une incursion d'hommes armés à Rubaya. Quatorze personnes ont été tuées dans une incursion d'hommes armés, samedi 6 octobre la nuit dans le centre de négoce minier de Rubaya, en territoire de Masisi. Parmi ces 14 morts, on compte 3 femmes et 1 enfant de 5 ans, indique la société civile de Rubaya. La même source a enregistré 13 blessés dont 1 militaire Fardc, qui ont été dépêchés soit à l'Hôpital général de Kiroitse, près de Sake, soit à l'Hôpital de Masisi centre. Des bandits armés munis d'armes à feu et de machettes se sont introduits, samedi soir vers 18h, au quartier Kasura de Rubaya et ont opéré pendant au moins deux heures sur la seule avenue Mutera, avant de se retirer.

Sécurité et financement au menu de la rencontre délégation Conseil de sécurité- femmes candidates. « C'était important de retenir nos problèmes en tant que femmes, non en tant qu'opposantes ou femmes de la Majorité. Nous avons évoqué le problème de la sécurité. On doit sécuriser les femmes pendant ces élections. Nous avons aussi évoqué le problème du financement qui semble être un vrai problème pour la femme, parce que s'il n'y a eu que 12% des femmes candidates et une seule femme à la présidentielle, c'est qu'il y a un problème des moyens. Les femmes n'ont pas des moyens, elles vivent dans la misère et prennent tout le poids des décisions politiques prises par les hommes », a rapporté Marie Josée Ifoku, seule candidate femme retenue à la présidentielle. Selon ces femmes, le conseil de sécurité a promis de les appuyer.

Usage de la machine à voter: le Conseil de sécurité recommande un consensus. Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont estimé qu'il y a nécessité pour les acteurs politiques congolais de dialoguer pour un consensus autour de la machine à voter. Après les différents entretiens, la délégation du Conseil de sécurité des Nations unies a noté que toutes les

parties prenantes au processus électoral sont déterminées à aller aux élections pour une première transition pacifique du pouvoir en RDC. Il s'agit là d'une opportunité historique à saisir, selon l'ambassadeur de la France à l'ONU, qui conduit cette délégation.

« Nous les membres du Conseil de sécurité avons réitéré la disponibilité de la Monusco à répondre à toute demande de soutien logistique à l'organisation des élections », a rappelé M. Delattre. Le Conseil de sécurité a recommandé le respect des libertés fondamentales pour l'expression des différentes sensibilités politiques.

Lundi 8 octobre.

Kinshasa : les 21 candidats à la présidentielle, invités à confirmer leurs photos à la Ceni. Les 21 candidats à la présidentielle sont invités à confirmer leurs noms, logos de leurs regroupements politiques et photos ce lundi 8 octobre à la Commission électorale nationale indépendante, a indiqué le vice-président de la Ceni, Norbert Basengezi Kantitima. Il s'agit de confirmer si les « photos qu'ils ont déposées à la CENI vont être les photos de campagne. » Par ailleurs, les accréditations des témoins de la société civile, des partis et regroupements politiques et des journalistes sont prévues du 8 novembre au 22 décembre et du 8 novembre au 10 décembre pour les observateurs, a précisé le vice-président de la Ceni.

Leila Zerrougui : « Les trois mois qui restent sont extrêmement importants ». La délégation du conseil de sécurité de l'ONU qui a clôturé ce week-end une visite en RDC, a été reçue samedi à Kinshasa, par les autorités congolaises. Leila Zerrougui, la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC résume l'entretien entre les deux parties.

Interview.

La délégation du conseil de sécurité a rencontré les autorités congolaises. Qu'est-ce que vous vous êtes dits ?

Leila Zerrougui : Le conseil de sécurité est venu voir, prendre un peu la température concernant le processus. Tout le monde est conscient et reconnaît que le processus est bien avancé. Il n'y a pas de doute que les étapes les plus difficiles on les a passées mais les trois mois qui restent sont aussi extrêmement importants. Parce qu'on ne peut pas se permettre après avoir fourni tous ces efforts - les Congolais ont travaillé énormément, la population est passée par des moments difficiles - de ne pas accompagner ce processus et nous devons faire en sorte qu'on l'accompagne jusqu'au jour des élections. Jusqu'au lendemain. Il y a eu une discussion très franche, ouverte où les membres du conseil de sécurité chacun du point de vue de son gouvernement ont manifesté leurs positions mais tout le monde était unanime.

Quel message le conseil de sécurité a-t-il apporté ?

Ils sont là avec un message très clair : appuyer le processus, accompagner le processus. C'est quelque chose qu'il faut encourager. Il y a un esprit très ouvert. Nous travaillerons sur ce qui reste à faire : rassembler les Congolais, le consensus, aller ensemble aux élections. Veiller à ce que la campagne soit un mois où tout le monde peut se sentir partie prenante. Je vous demande vous les journalistes du fond du cœur à travailler pour que la campagne électorale soit une campagne de paix parce que vous êtes des Congolais. Vous pouvez être de la majorité ou de l'opposition, vous êtes des adversaires et pas des ennemis. Et donc, il faut que la campagne se fasse dans la paix, dans la sérénité. Et que les gens puissent apporter leurs positions, les défendent. Chacun a le droit de dire à l'autre : « Vous n'êtes pas digne de représenter le peuple, c'est moi ». C'est votre pays, cet espace vous allez être ensemble après le 23, vous serez là. Il faudrait que cette campagne soit une fête. Et que chacun ait son espace, qu'il puisse dire ce qu'il a à dire et qu'il puisse gagner la confiance de la population.

Est-ce qu'il a été aussi question du départ de la MONUSCO ?

La MONUSCO, c'est normal qu'elle va partir. Est-ce qu'elle doit vivre ici éternellement ? Nous voulons que les élections se passent bien. Nous voulons qu'on avance. Et nous avons un processus qu'on appelle « la stratégie de sortie » pour travailler avec le gouvernement et faire une sortie qui sera un succès. Nous avons passé 20 ans dans votre pays. Il ne faut pas qu'on parte fâchés. Il faut qu'on parte parce que vous avez réussi, parce que vous avez la paix, parce que vous avez finalisé le processus que vous êtes en train de mener. Oui, on doit partir. Parce que si on reste, cela veut dire qu'on a échoué.

Bras de fer entre Matata Ponyo et le gouverneur du Maniema sur les barrières de recouvrement des taxes à Kindu.

Matata Ponyo s'insurge contre « les barrières et taxes intempestives, exigées par la Direction générale des recettes du Maniema ». Il fallait mettre fin à cette tracasserie qui, selon lui, est une extorsion organisée pour rançonner la population. « Ce que j'ai vu, ce sont des tracasseries. Et je vous dis que les plaintes des motards de Kindu sont conformes à la volonté du chef de l'Etat de mettre la population dans la quiétude. Je le dis : jusqu'au moment où je partirais de Kindu, si je trouve ces barrières, je les enlèverai et je ne peux laisser favoriser des tracasseries délibérées », a-t-il affirmé. Le conseil de sécurité provincial, qui s'est réuni ce week-end sous la présidence du gouverneur de province intérimaire, a déploré « une gêne causée par des interférences propagandistes », et qui n'ont rien à faire dans l'opération de l'autorité de l'état. Le conseil a par ailleurs affirmé et maintenu la poursuite du recouvrement impératif et forcé des vignettes et autres taxes. Les assujettis ont été invités à s'acquitter de leurs obligations fiscales et civiles afin de « donner à la province les moyens de son action ».

Accident de Mbuba : la société civile évoque un bilan plus lourd. Le nombre des morts de l'incendie du samedi dernier au village Mbuba près de la cité de Kisantu (plus de 230 km à l'ouest de Matadi) s'élèverait à plus de cent morts, ont indiqué lundi 8 octobre des sources de la société civile locale. Le bilan se serait alourdi après la mort des dix-neuf brûlés, qui étaient hospitalisés à l'hôpital saint Luc de Kisantu, selon des sources locales. Sur les quatre-vingt personnes brûlées, qui étaient été transférées à Kinshasa samedi dernier, quatorze sont décédées en cours de route, selon des sources médicales de Kisantu. Dix-neuf autres ont succombé à leurs blessures dimanche à l'hôpital saint Luc de Kisantu. Ils s'ajoutent à la soixantaine de morts enregistrés précédemment à la suite de cet incendie, qui a fait aussi plusieurs disparus, toujours selon la société civile. La société civile locale fait un décompte d'environ cent morts alors que le bilan officiel publié dimanche fait état de trente-neuf morts. Les enquêtes sur ce drame ont débuté, d'après la police.

Accident de Mbuba : l'OMS offre 3 tonnes de médicaments. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a fait un don de 3 tonnes de médicaments au ministère congolais de la Santé publique, d'après un communiqué de l'OMS parvenu lundi 8 octobre à Radio Okapi. Ces médicaments visent à venir en aide aux victimes du grave accident de circulation survenu samedi dernier à Mbuba dans le Kongo-Central. Les habitants des alentours qui ont, en effet, voulu profiter de cette situation d'accident pour récupérer le gasoil s'échappant du camion-citerne, ont été piégés dans l'explosion qui a suivi après un court moment. Devant ce drame humanitaire, l'OMS s'est immédiatement mobilisée à travers un don de médicaments composés des deux kits traumatiques et d'un kit sanitaire d'urgence.

Accrochages entre police et creuseurs à Kolwezi. Plusieurs sources à Kolwezi indiquent que tout serait parti de la nouvelle qui s'est répandue à travers la cité de Luilu annonçant la mort par éboulement d'un creuseur dans la carrière se trouvant dans la concession KCC. Vers 4 heures du matin, samedi, un groupe de creuseurs en colère s'est dirigé vers les installations de KCC. Ils n'ont pas réussi à accéder à cette concession, empêchés par les policiers. Dimanche, ils étaient plusieurs milliers à se présenter sur les lieux. Ces manifestants ont vandalisé le bureau du commissariat central de la PNC et libéré tous les détenus. Ils ont par la suite brûlé le véhicule d'un particulier et pillé des camions des fournisseurs. Débordée, la police a été appuyée par les militaires sur demande du gouvernement provincial. Certaines sources indiquent qu'il y aurait mort d'hommes, sans autres précisions. Mais, le bilan officiel fait état de six policiers blessés, dont deux officiers grièvement, et d'une dizaine de personnes arrêtées. Deux véhicules 4x4 de la police ont été également brûlés.

Machine à voter : l'opposition insiste, le FCC rappelle que la procédure est déjà engagée. « L'opposition ira aux élections et l'opposition va continuer à mobiliser la population aujourd'hui pour refuser la machine à voter qui est contraire à la loi, qui n'a pas de consensus et qui ne garantit rien. C'est à nous Congolais qu'il appartient d'imposer la République, l'Etat de droit, la liberté, la démocratie et le changement », a affirmé Christophe Lutundula, membre de la plateforme Ensemble. « S'agissant du consensus autour du processus électoral, le dialogue se fait autour de la CENI entre les différents candidats présidents de la République, entre les différents partis politiques ou regroupements politiques engagés dans ce processus. Je ne crois pas qu'ils vont encore parler d'un dialogue format Cité de l'Union africaine ou d'un dialogue format CENCO. Pas du tout », a noté Justin Bitakwira, du côté du Front commun pour le Congo. La solution ne viendra pas de l'étranger.

Kananga : la police saisit des effets militaires à Bikuku. La police a saisi, samedi 6 octobre tôt dans la matinée à Kananga, un sac contenant des tenues militaires et des armes à feu. A en croire le commandant de la police de la ville, ces tenues et armes pourraient avoir été utilisé par des bandits armés qui ont multiplié, ces derniers jours, des cambriolages.

Accident de Mbuba : le bilan officiel passe de 39 à 53 morts. « Ainsi, à ce jour, le bilan de la collision de Mbuba est de 53 décès et 72 blessés hospitalisés. La situation est évolutive et le bilan va potentiellement s'alourdir. En effet, les grands brûlés peuvent être victimes de défaillance d'organes et d'infections les premiers jours suivant l'accident », prévient le ministère de la Santé dans ce communiqué.

Nord-Kivu : retour au calme à Rubaya après les tueries du weekend. Samedi 6 octobre la nuit, le quartier Kisura, au centre de Rubaya, a été la cible d'attaque par des hommes armés non identifiés. Armés de fusil et machettes, ces bandits ont tué 14 personnes, dont 3 femmes et un enfant de 5 ans et en ont blessé plus d'une dizaine d'autres, avant une intervention militaire. Parmi les blessés, figure un élément Fardc, disent ces sources.

Attaques des ADF : fin de la mission des hauts responsables de l'armée à Beni. Selon les sources militaires, pendant leur séjour, ces généraux ont travaillé avec le commandant des opérations Sokola 1 pour définir des nouvelles stratégies dans la traque des ADF. Des évaluations ont aussi été faites sur les capacités des forces de sécurité à protéger les grandes

agglomérations actuellement visées par les groupes armés. Cette source précise, que les FARDC préparent actuellement une riposte efficace contre les ADF et que des nouveaux renforts des unités d'élites sont attendus à Beni avec comme objectif, la neutralisation définitive de ce groupe rebelle ougandais.

Mardi 9 octobre.

Meurtre des experts UN : mis en cause, le témoin Jean Bosco Mukanda répond à ses accusateurs. C'est après les nouvelles révélations du renseignant Mulumba Muteba que Jean Bosco Mukanda a été appelé à la barre. Jusqu'ici, M. Mulumba affirmait avoir quitté Moyo Musuila avant l'exécution des experts. Il est revenu sur ses précédentes déclarations. Mulumba Muteba explique ce lundi au tribunal avoir même assisté au partage des sacs et des chaussures appartenant aux experts et à leurs accompagnateurs après leur exécution. A propos de Jean Bosco Mukanda, il dit l'avoir vu revenir du lieu de l'exécution. Le renseignant ajoute que M. Mukanda lui a même confié que l'un des membres du groupe des experts avaient tenté de s'enfuir pendant l'exécution. Interrogé à ce sujet, Jean Bosco Mukanda a nié. Interrogé par le tribunal, le ministère public et la défense sur le fait que plusieurs personnes le mettent en cause dans ce meurtre, Jean Bosco Mukanda répond qu'il s'agit d'un règlement de compte.

Le CLC lance la campagne contre la machine à voter et l'actuel fichier électoral. Le Comité laïc de coordination (CLC), structure affiliée à l'église catholique de la RDC, a lancé lundi 8 octobre la campagne nationale contre la machine à voter et le fichier électoral dans sa forme actuelle. « Cette machine n'est pas prévue par la loi, elle n'est pas prévue par le calendrier électoral, ça n'a pas fait l'objet d'un consensus. Nous disons que le rejet de la machine à voter va de même avec le problème du fichier. Les deux éléments sont liés. Quelle idée de ne pas tenir compte des résultats de l'audit que l'on a soi-même commandé pour pouvoir améliorer la fiabilisation de son propre fichier. La population ne veut pas de ces deux écueils », a indiqué Isidore Ndaywel, coordonnateur du CLC. Pour le CLC, la machine à voter pose « un sérieux problème de fiabilité étant donné que personne ne connaît ce que renferment les logiciels de cette machine ».

Haut-Katanga : l'épidémie de rougeole déclarée à Kilwa, Mitwaba et Pweto. Près de 300 cas de rougeole et plusieurs décès sont enregistrés à ce jour dans la zone de santé de Kilwa, a indiqué lundi 8 octobre le ministre provincial de la santé du Haut-Katanga, Modeste Balloy. Ce dernier a séjourné dans la zone la semaine dernière, où il a remis au nom du gouvernement provincial, un lot d'intrants pour la prise en charge des enfants malades. Il confirme aussi l'arrivée à Lubumbashi d'un lot de 100 000 doses de vaccins pour la riposte. Ce lot de 100 000 doses de vaccins contre la rougeole sera envoyé en priorité dans les sites les plus sensibles touchés par la maladie. Le cas des zones de santé de Kilwa, où on enregistre environ trois cents cas, de Pweto et de Mitwaba. Le ministre provincial de la santé affirme travailler avec son partenaire MSF pour la distribution en urgence du vaccin dans une semaine.

Kasaï-Central : le village Katanga déserté par ses habitants. Le village Katanga, dans le secteur de Lubudi, en territoire de Dimbelenge au Kasaï-Central s'est vidé de sa population depuis la semaine dernière. Selon des sources locales qui ont livré l'info lundi 8 octobre à Radio Okapi, cette situation est consécutive à une incursion des miliciens dans cette localité, après le départ des militaires Fardc redéployés ailleurs. Le chef coutumier Katanga Mbuyi indique avoir également quitté son village pour se réfugier à Kananga. « Au moment où nous parlons, tout le monde est en brousse. Que l'Etat sécurise ma population et ramène la paix », demande le chef Katanga Mbuyi.

Bunia : un mur s'écroule et tue 4 membres d'une famille. Quatre personnes, membres d'une même famille, sont mortes mardi 9 octobre matin à Bunia (Ituri) à la suite de l'écroulement d'un mur voisin à leur domicile. Les victimes dormaient dans une maison en pisé située au pied d'une clôture en dur de près de trois mètres de hauteur. Subitement, vers 3 heures du matin, pendant qu'une pluie s'abattait sur la ville, le mur de la clôture voisine est tombé sur la maison en pisé.

Environ 700 véhicules bloqués sur la route Kisangani – Bunia. Plus de sept cents véhicules sont immobilisés à partir du point kilométrique 174 jusqu'à 208 sur la route nationale n°4, Kisangani-Bunia. Ce tronçon n'est plus praticable sur cette route d'intérêt socioéconomique capital. Le gérant de l'agence Maning Nice dit sa désolation : « Nous voulons fermer l'agence, parce que rien ne va. La route est complètement bloquée. Plus de 700 véhicules sont immobilisés. Nous payons le Foner et d'autres taxes, mais l'Etat ne fait rien. Il y a des véhicules qui ont totalisé plus de deux semaines à cet endroit. Nous regrettons beaucoup. Nous avons voté pourquoi ? Les autorités sont où ? Elles écoutent ou pas ? ». En attendant, les habitants de Kisangani déplorent une vive flambée des prix des denrées alimentaires provenant de l'Est du pays.

Beni : une attaque des présumés ADF fait 5 morts à Mayimoya. Une attaque armée attribuée aux présumés rebelles ADF contre une position des Forces armées de la RDC a fait 5 morts mardi 9 octobre à Mayimoya, village du groupement

Banande-Kainama, dans le territoire de Beni. Les assaillants ont surpris les forces loyalistes aux environs de 6 heures du matin dans leur position de Mukoka, les obligeant à effectuer un repli stratégique, selon des sources militaires. Non loin de là à Kisiki Mayimoya, ces présumés ADF ont tendu une embuscade sur un passage de plusieurs véhicules. Le bilan provisoire, selon la société civile locale, fait état de 5 personnes tuées dont le préfet de l'Institut Kima de Mayimoya. Plusieurs autres personnes ont été enlevées.

Accident de Mbuba : l'excès de vitesse et la somnolence au volant pointés dans l'enquête préliminaire. « Il y a eu excès de vitesse, en dépit des dos-d'âne qui ont été placés par l'administration locale, et sans compter avec la somnolence au volant du chauffeur. Il a été fait état de l'obscurité sur la chaussée de la nationale numéro 1. Il y a lieu de préciser que l'accident n'a pas occasionné autant de morts et blessés. Il s'agit plutôt de l'imprudence de la population au bord de la route qui est allée pour faire des réserves en carburant sans tenir compte du danger qui les guettait. D'où il y a eu explosion », a détaillé le colonel Mwana Mputude, porte-parole de la police nationale.

Nord-Kivu : inhumation de 15 personnes tuées le week-end à Rubaya. Les personnes tuées dans la nuit du samedi 6 octobre lors de l'incursion des bandits armés non identifiés dans la cité minière de Rubaya en territoire de Masisi, ont été inhumées ce mardi 9 octobre. Plusieurs députés nationaux ont pris part à ces funérailles, aux côtés des habitants de Rubaya, notamment Jules Mugiraneza, élu de Masisi. Pour ce dernier, une enquête sérieuse doit être menée pour retrouver les auteurs de ce crime. « Pour l'instant ce que nous avons demandé aux responsables militaires, civils et tous ceux qui sont chargés de faire les enquêtes de les faire correctement parce qu'il y a certains indices. Un des assaillants a été trouvé mort, donc, il y a lieu de retrouver d'autres indices. Qu'on fasse une enquête véritable afin qu'on puisse démanteler ce réseau d'assaillants, de tueurs », a indiqué Jules Mugiraneza.

Les professeurs de l'Université de Kinshasa de nouveau en grève. « L'université subit les conséquences de la mauvaise gestion du gouvernement. Notre avenir est retardé à cause de l'exécutif. Comment expliquer dans une année adamique qu'on subisse deux mouvements de grèves et dans l'espace de six semaines. C'est inconcevable », s'est indigné un autre étudiant. Les professeurs de l'Université de Kinshasa ont repris leur mouvement de grève pour revendiquer auprès du gouvernement le respect de ses engagements pris en octobre 2017 notamment en ce qui concerne le paiement de leur salaire au taux de 1600Fc pour 1 USD.

Kasaï : nouvelles vagues des Congolais expulsés d'Angola. Plusieurs milliers de Congolais ont été expulsés d'Angola ces derniers jours par la frontière de Kamako au Kasaï. Selon le HCR, entre 1er et le 6 octobre, plus de 52 600 Congolais étaient arrivés à Kamako, où ils vivent dans des conditions difficiles. Plusieurs témoignages font état des violences subies sur le sol angolais par les expulsés. Tous les services sont débordés par l'afflux des personnes qui viennent de rentrer. Matthieu Mboma redoute par ailleurs les maladies hydriques : « A Kamako, la vie est devenue vraiment intenable avec une surpopulation impossible. Et d'ailleurs, nous sommes en train de craindre que des maladies hydriques se déclarent dans les prochains jours, parce que les conditions de vie sont tellement difficiles. Les gens passent la nuit à la belle étoile. Il y a un problème d'approvisionnement en eau ».

Beni : marche des élèves pour protester contre l'insécurité. Les élèves de la commune de Rwenzori dans la ville de Beni ont marché mardi 9 octobre pour exiger la restauration de la sécurité dans cette partie de la province du Nord-Kivu. Ces élèves dont la commune subit ces derniers temps les attaques répétées des présumés ADF, obligeant les populations à fuir, réclament la sécurisation de la zone pour leur permettre de reprendre les cours. Ils demandent aussi le retour d'une paix définitive à Beni pour des meilleures conditions d'études. Les activités sont restées paralysées dans la ville de Beni durant cette marche.

Denis Mukwege appelle les Congolais à « construire ensemble la paix ». Le docteur Denis Mukwege, médecin gynécologue de l'hôpital de Panzi et Prix Nobel de la Paix 2018, lance un appel à tous les Congolais de se joindre à lui dans la construction de la paix dans le pays. « Si on donne un Prix Nobel au peuple congolais, dans la situation où nous sommes, il faut retenir que c'est un Prix Nobel de la paix », a affirmé Dr Denis Mukwege. Il a par ailleurs demandé à tout le peuple congolais de s'approprier de ce prix « pour que nous puissions construire ensemble la paix ».

Ebola à Beni : 80 décès sur 146 cas confirmés depuis le 1er août. Le ministère de la Santé publique rapporte que depuis le 1er août dernier, sur les 146 cas confirmés d'Ebola, 80 sont décédés et 50 sont guéris. Quatre nouveaux cas sont confirmés, notamment 2 à Beni et 2 à Butembo. Le ministère de la Santé dit constater, depuis plusieurs jours, une recrudescence du nombre de cas confirmés de la maladie à virus Ebola dans la ville de Beni. Cette augmentation, selon le communiqué, confirme la thèse selon laquelle les personnes contaminées ayant échappé au suivi et à la vaccination

commencent à développer la maladie. Les facteurs ayant contribué à cette situation sont principalement la désinformation, la non-collaboration de la population avec les équipes de riposte et l'insécurité.

Haut-Katanga : la présence des Maï-Maï Kalenge inquiète la société civile de Pweto. Le chef de guerre Kalenge Kabwa a été aperçu dimanche dernier au village Kaputuka à 2 km au Sud de Pweto. Il serait en train d'effectuer un regroupement de ses troupes dans les collines où se trouve son bastion. La société civile de Pweto s'inquiète de ce regroupement des miliciens du chef de guerre Kalenga. Elle demande aux autorités de les désarmer.

Une enquête parlementaire sur le conflit de Djugu. Une délégation de députés nationaux venue de Kinshasa séjourne en Ituri depuis lundi dernier pour « évaluer le travail du Gouvernement dans le territoire de Djugu. » Environ dix députés nationaux sont à Bunia. Cependant, plusieurs acteurs locaux ne croient pas en cette mission. Pour Luc Malembe, membre de l'opposition politique, il s'agit d'une simple promenade pour ses parlementaires : « Avant eux, deux ministres de l'Intérieur étaient ici ; deux conseillers du chef de l'Etat étaient ici, le chef de l'armée nationale était ici. Le chef de la police... beaucoup de hautes personnalités ont évalué la situation de Djugu ! C'est une promenade des députés qui veulent venir se faire de la santé politique. ». Le conflit armé qui sévit à Djugu a déjà causé des centaines de morts, dont des soldats et des officiers de la police et des Fardc ; sans que les vrais assaillants ne soient clairement identifiés jusqu'à ce jour.

Beni : le bilan de l'attaque Mayimoya passe de 6 à 7 morts. Le bilan de l'embuscade de mardi dernier à Mayimoya est passé de six à sept morts, huit personnes enlevées et une voiture pillée, a indiqué mercredi 10 octobre la société civile du territoire de Beni (Nord-Kivu). Cette embuscade, qui a visé des véhicules en provenance d'Oïcha et de l'Ituri sur la route nationale numéro 4, serait l'œuvre des présumés rebelles ougandais des ADF.

Haut-Uele : les noms de certains électeurs de Sambia affichés dans d'autres localités. Dans la localité de Sambia, un nombre important d'électeurs avait été enrôlé à l'aide des ordinateurs d'autres circonscriptions, qui avaient été dépêchées pour épauler la seule machine déployée dans cette contrée. Ce qui a fait que la plupart des électeurs de Sambia ont vu leurs noms apparaître dans les circonscriptions électorales de provenance de ces machines de secours. Aruna Sambia, candidat député provincial dans le territoire de Dungu, appelle le CENI à régler cette situation : « Nous voulons que les enrôlés qui avaient été enrôlés à Sambia mais dans les ordinateurs d'autres localités puissent être affichés comme électeurs à Sambia. Pour nous, candidats, nous craignons la perte des voix. Nous avons des gens qui devraient normalement voter pour nous dans leurs milieux, mais qui auront des difficultés à aller voter très loin, parce qu'ils n'ont pas de moyens de transport. » De son côté, le chef d'antenne de la CENI/Dungu, Jacques Bangamo, affirme que les registres de réclamation sont déjà ouverts dans tous les centres d'inscription, où tout le monde est appelé à signaler tout problème constaté après la publication de listes provisoires des électeurs. Selon la société civile locale, près de 50% d'électeurs de la localité de Sambia sont concernés par cette situation d'apparition de noms dans d'autres localités.

Jeudi 11 octobre.

Beni : deuxième marche des élèves pour demander la fin des massacres. Au deuxième jour de leurs manifestations de colère, les élèves de Beni ont marché mercredi 10 octobre sur l'avenue principale de cette ville depuis le rond-point Nyamwisi jusqu'à la mairie. Un élève est mort et quatre autres blessés, selon la police. Les manifestants réclamaient la paix et la fin des massacres des civils, qui durent depuis quatre ans dans la ville et le territoire de Beni. Le commandant urbain de la police précise que la police a tenté de disperser ces manifestants déchainés, en tirant en l'air. Un d'entre eux aurait reçu une balle perdue. Selon cette même source, les jeunes écoliers qui manifestaient de leur côté se seraient mêlés à quelque bandits qui commençaient à piller quelques boutiques et magasins. C'est ce qui a poussé l'armée à intervenir en usant du gaz lacrymogène. Selon lui, quatre élèves auraient été blessés. La plupart de ces élèves, qui manifestent depuis mardi, viennent de la commune de Rwenzori. Dans leur mouvement qui prend de plus en plus de l'ampleur, ils forcent les élèves d'autres écoles à sortir de classes pour les suivre. La commune de Rwenzori est la cible d'attaques répétées des présumés rebelles des ADF ces dernières semaines dans la ville de Beni. Les habitants, dans leur grande majorité, ont dû fuir la commune pour trouver refuge dans d'autres quartiers de la ville. Les écoles locales sont fermées.

Deux morts dans un chavirement de baleinière sur la rivière Ubangi. Deux commerçantes sont mortes noyées dimanche 7 octobre en début d'après-midi lorsque la baleinière « Terre promise » qui les transportaient avec d'autres passagers a chaviré aux rapides de Palambo sur la rivière Ubangi en aval de Pandu, dans le territoire de Bosobolo, province du Nord-Ubangi. Citant les sources de la Direction générale de la migration (DGM), les autorités du Nord-Ubangi dressent le bilan de deux femmes noyées et des marchandises perdues. La société civile locale dresse un bilan plus lourd et parle de 26 morts et 14 passagers portés disparus.

ONU : la RDC dans l'agenda d'une réunion au Conseil de sécurité. Le Conseil de sécurité de l'ONU tient ce jeudi 11 octobre à New York une réunion sur la situation en République démocratique du Congo. « La Représentante spéciale du Secrétaire général en RDC interviendra lors de cette session par vidéo-conférence depuis Kinshasa. Le rapport passe en revue la situation politique, sécuritaire et humanitaire. Il aborde également la situation économique de la RDC ainsi que des droits de la personne, le système judiciaire et l'administration pénitentiaire, les violences sexuelles et la protection de l'enfance », a indiqué mercredi à Kinshasa Florence Marchal, porte-parole de la Monusco.

Inauguration d'un entrepôt de vaccins à Kinshasa. Un dépôt moderne de conservation des vaccins et d'autres produits de santé a été inauguré mercredi 10 octobre à Kinkole dans la commune de la N'sele. Ce dépôt est entièrement financé par l'ONG Gavi, à hauteur de 14 millions de dollars américains.

Conditions de vie déplorables des détenus à Mwene-Ditu. « La situation ici à la prison est déplorable. Il n'y a pas à manger, ça fait déjà deux ans que la prison n'est pas ravitaillée. Les prisons de territoires et de villes sont supportées par le gouvernement provincial ; tandis que les prisons de chef-lieu sont supportées par le gouvernement central. Mais, ici chez nous, le gouvernement provincial qui devait supporter la vie de ces gens, ne le fait pas », a déploré Jules-César Mupong Muit. Outre la pénurie alimentaire, les produits pharmaceutiques manquent depuis longtemps dans cette prison. « Il y a la Monusco qui m'a ravitaillé avec quelques produits, quand ces produits sont terminés, on a mis fin au ravitaillement de la prison en produits pharmaceutiques », a-t-il poursuivi. « Nous n'avons rien comme toilette. Imaginez-vous, une seule douche, pour 115 ou 130 détenus. Ils doivent se laver comment ? Et un seul WC pour cent et quelques détenus ! », a regretté M. Mupong.

Insécurité à Beni : les enseignants déclenchent une grève illimitée. Les enseignants de la ville et du territoire de Beni ont déclenché jeudi 11 octobre une grève illimitée pour protester contre l'insécurité dans cette partie du Nord-Kivu. Les enseignants réunis au sein du Syndicat des enseignants du Congo (SYECO) et celui des enseignants des écoles conventionnées catholiques (SYNECAT) ont pris cette décision au cours d'une assemblée générale mercredi. Les grévistes conditionnent la reprise des cours par la fin de l'insécurité dans la région de Beni. « Nous sollicitons la sécurité par ce que [...] de Mavivi jusqu'à Kainama, nous sommes dans une situation d'insécurité », a déclaré Mwami Bulemo, appelant les autorités à rétablir urgently la sécurité dans la zone.

Sud-Kivu : manifestations des femmes contre un opérateur minier à Tchonka. Les habitants de Tchonka dans le territoire de Shabunda (Sud-Kivu) ont organisé, pour la deuxième journée consécutive jeudi 11 octobre, des manifestations de colère pour réclamer le départ d'un opérateur minier, accusé de piller les minerais d'exploitation artisanale. « La population ici s'est insurgée contre un contrat entre Muyeye et le ministère des Mines, qui lui octroie le droit d'acheter tout ce qui est dans le périmètre minier de Sakima ici à Tchonka-Lulingu, donc le coltan et la cassitérite », a expliqué un habitant de Tchonka joint par Radio Okapi. Les militaires de garde de l'entreprise minière mise en cause ont tiré plusieurs coups de feu pour disperser les manifestants. Deux femmes se sont évanouies. L'une de deux est morte ce jeudi matin, selon des témoins. Un enfant de moins de dix ans est grièvement blessé par balle.

Leila Zerrougui : «L'application de règles du jeu similaires pour tous est une garantie de la crédibilité du processus électoral». La représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies en RDC, Leila Zerrougui a estimé ce jeudi 11 octobre que « l'application de règles du jeu similaires pour tous est une garantie fondamentale de la crédibilité de l'ensemble du processus électoral ». « La loi électorale a été révisée, le fichier électoral établi et soumis à un audit ; 21 candidats ont été validés pour concourir à la Présidence de la République, 15 505 candidats à l'Assemblée nationale et 19 640 candidats aux assemblées provinciales. Il est toutefois regrettable que bien que plus de 50 % des électeurs soient des femmes, le pourcentage des candidatures féminines ne dépasse pas 12 % du total des candidats aux élections législatives et provinciales et qu'une seule femme se soit présentée à l'élection présidentielle », a indiqué Mme Leila Zerrougui. Elle a salué « la posture constructive des acteurs politiques de tous bords qui ont, de manière très constante, démontré leur engagement continu dans le processus électoral, y compris suite aux décisions de la Cour constitutionnelle qui ont abouti à l'invalidation des candidatures à l'élection présidentielle de certains leaders de l'opposition politique ». « La tâche s'annonce difficile pour sécuriser les zones dans lesquelles sont stationnés des groupes armés qui utilisent de plus en plus l'agenda politique au profit de leurs propres intérêts. Nous recommandons à cette fin la mise en place de dispositifs de sécurité électorale ainsi que la coordination stratégique des différentes entités de défense et de sécurité nationales », a également déclaré Mme Zerrougui qui s'adressait au conseil de sécurité par vidéoconférence à partir de Kinshasa.²

Au moins 32 tués par l'effondrement d'une mine d'or dans l'est. Au moins 32 mineurs clandestins ont été tués par l'effondrement d'une mine d'or artisanale dans l'est de la RDC. L'effondrement a eu lieu le 4 octobre après une forte pluie qui

avait provoqué des inondations dans la cité de Misisi dans le territoire de Fizi. D'autres corps sont encore enfouis à plus de "70 voire 80 mètres sous terre. Le mauvais entretien du puits a causé cet éboulement", a-t-il ajouté.

Dégradation des routes en Ituri : le gouverneur demande au Foner de rétrocéder les taxes de péage. Le gouverneur de province de l'Ituri Abdallah Pene Mbaka demande au Fonds national d'entretien routier (FOoner) de rétrocéder les taxes de péage de deux dernières années au gouvernement provincial pour l'entretien des routes. Il déplore le mauvais état de la route Bunia-Mahagi, longue de 175 km au nord de Bunia qui se dégrade chaque jour surtout en cette période des pluies. Le gouverneur Pene Mbaka l'a dit mercredi 11 octobre après une mission qu'il a effectuée à Bule sur ce même axe routier. Il demande aussi au gouvernement central et au Foner d'intervenir d'urgence pour la réhabilitation des routes d'intérêt national.

La grève des professeurs de l'UNIKIN est illégale, selon le ministre Mbikayi. Le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire Steve Mbikayi « juge illégale » la grève des professeurs de l'Université de Kinshasa. Il affirme qu'il est étonné de constater que l'Association des professeurs de l'Université de Kinshasa (APUKIN) est partie en grève sans adresser une lettre de préavis au gouvernement. Il invite les membres de l'APUKIN à arrêter de préjudicier les étudiants pour une raison non fondée. Car selon lui, le gouvernement a respecté tous ses engagements. « Tout le monde était d'accord qu'on devrait élire les recteurs en début de l'année académique. Cette histoire de manque à gagner ça ne faisait pas partie du protocole d'accord, mais ça faisait partie des engagements du gouvernement. Avec le ministre, nous avons indiqué que tous ces engagements devraient être évacués dès le début de l'année académique. Jeter la balle à l'APUKIN, je crois que c'est un peu mesquin », rétorque le professeur Mathieu Bokolo. Le président de l'APUKIN exige donc la prise en compte des revendications des professeurs par le gouvernement avant la reprise des activités académiques.

Des leaders de l'opposition condamnent le « comportement non conciliant » de Corneille Nangaa. Certains leaders de l'opposition politique ont condamné et désapprouvé ce jeudi 11 octobre le comportement « non conciliant et pour le moins méprisant du président de la CENI » lors de la rencontre de mercredi 10 octobre entre la Ceni et les candidats à la présidentielle de décembre 2018. Ils ont exprimé cette position dans une déclaration signée par Jean-Pierre Bemba, Martin Fayulu, Vital Kamerhe, Moise Katumbi, Freddy Matungulu, Adolphe Muzito et Felix Tshisekedi et leurs représentants. Ils ont appelé à la mobilisation de la population dans le cadre des actions à mener pour une alternance démocratique et une alternative de gouvernement le 23 décembre 2018.

La Cime plaide pour un consensus autour du processus électoral. La Commission d'intégrité et de médiations électorales (Cime), une structure des confessions religieuses, plaide pour un consensus entre les parties prenantes au processus électoral en cours. « Les confessions religieuses ont estimé utile et opportun à ce niveau du processus électoral, de projeter un forum sur la paix, qui amènerait face à face les acteurs politiques afin de les responsabiliser par rapport au discours politique à tenir. Il est important de baliser la voie vers les élections à l'issue desquelles le peuple congolais devra retrouver la paix, la joie et la sécurité », a indiqué Moise Honoré Kabongo, vice-président des Eglises de réveil du Congo et membre de la Cime.

Kalemie : coupure d'électricité pour plusieurs semaines. La ville de Kalemie, dans la province du Tanganyika, est privée de l'électricité depuis sept jours, ont indiqué des sources locales jeudi 11 octobre. Le désagrément est consécutif à une panne à la centrale hydro-électrique de Bendera. Cette situation pourrait durer plusieurs semaines, car la panne a affecté l'unique machine encore en service ; alors que la deuxième ne fonctionne plus depuis plusieurs décennies. La panne, rapporte, l'une de ces sources, est intervenue alors qu'une équipe de techniciens venait d'achever sa mission de contre-expertise. Cette mission faisait suite au passage, il y a plusieurs mois, d'une équipe chargée de mener des études en vue de la réhabilitation de la deuxième machine tombée en panne depuis plusieurs décennies. Déjà, la ville de Kalemie s'organise tant bien que mal pour faire face à cette énième coupure d'électricité. La Snel a remis en service un groupe électrogène de 600 KVA. Ce qui permet de desservir le centre-ville pendant 3 heures le matin et autant le soir. La Régie de distribution d'eau continue tant bien que mal à fournir de l'eau potable.

Kinshasa : lancement du projet « 50 millions de femmes africaines ont la parole ». La Communauté économique de l'Afrique australe et orientale (Comesa) et le ministère de Genre et Famille ont lancé jeudi à Kinshasa le projet « 50 millions de femmes africaines ont la parole », couvrant 36 Etats membres du Comesa, de l'EAC et de la Cedeao. Le projet vise à créer une plate-forme numérique devant permettre aux femmes entrepreneures africaines de communiquer entre elles.

Angola : plus de 180 000 Congolais expulsés en dix jours. Selon Marc Manyanga, gouverneur de la province du Kasai, la situation des expulsés d'Angola est très préoccupante. « Si vous prenez seulement la province de Kasai, il y a plus 385 km

de frontières avec l'Angola, Lunda Norte, et si on considère les huit postes frontaliers principaux, du 1er octobre au 10 octobre, il y a eu à peu près 180.782 personnes qui ont traversé ». Deux comités de crise ont été mis en place, l'un dans la cité de Kamako et dans la ville de Tshikapa, d'après la même source. Ils « devront travailler en cohérence avec le gouvernement central parce que vous savez qu'il y a un fonds humanitaire qui a été mis en place par la présidence de la République ».

Environ 4 000 tonnes de maïs bloquées à Kabongo. Environ 4 000 tonnes de maïs sont bloquées à la gare de Kabongo territoire situé à 200 km de Kamina dans la province du Haut-Lomami. Ce maïs appartient à une trentaine d'opérateurs économiques membres de la Fédération des entreprises du Congo, section de Kamina. Ces commerçants demandent l'implication des autorités du Haut-Lomami ainsi qu'aux responsables de la Société nationale des chemins de fer (SNCC) afin que ces marchandises soient évacuées le plus tôt possible vers les centres de consommation. Il y a des véhicules qui peuvent transporter ces maïs, a-t-il poursuivi, mais ce n'est plus possible à cause de l'écroulement du pont de Katongola. En outre, « il y a panne du bac de Mani. Donc jusque-là, on ne sait pas comment évacuer notre marchandise. L'espoir est seulement à la SNCC. » Evariste Nkinda a par ailleurs déploré le non-respect de la promesse faite récemment à ces commerçants par le directeur de région centre de la SNCC au niveau de Kamina, consistant à rendre disponibles des wagons en cas de besoin.

Samedi 13 octobre.

Beni : la Monusco va mettre en place de nouvelles stratégies pour mieux sécuriser la commune de Rwenzori. La Monusco annonce la mise en place de nouvelles stratégies pour mieux sécuriser la commune de Rwenzori qui a été, ces derniers temps, la cible d'attaques des présumés ADF. C'est notamment le renfort des patrouilles mixtes Monusco, police nationale congolaise (PNC) et Fardc et la multiplication des rencontres avec les populations pour restaurer la confiance et permettre ainsi leur retour progressif dans cette commune désertée par la plupart des habitants.

Lubumbashi : le meeting de la plateforme Ensemble reporté sur décision de la mairie. Le meeting de la plateforme Ensemble pour le changement prévu pour ce samedi 13 octobre à Lubumbashi est reporté à une date ultérieure sur décision de la mairie de la ville. Ensemble dans le Grand Katanga déplore le « revirement sans motif » de l'autorité urbaine. Pour Me Kasakula, cette décision est inacceptable car cette manifestation avait été autorisée depuis une semaine. Entretemps, l'écran géant qui devait être utilisé pour une vidéoconférence lors du meeting vient d'être conduit aux services spéciaux de la police. Et tout attroupement autour du terrain de la cité des jeunes est interdit.

L'épidémie d'Ebola atteint le seuil des 200 cas, Beni devient le nouvel épicode. « Au total, 200 cas de fièvre hémorragique ont été signalés dans la région, dont 165 confirmés et 35 probables dans toute la province du Nord-Kivu », a déclaré vendredi 12 octobre, Tarik Jasarevic, le porte-parole de l'OMS à Genève. Selon l'OMS, la situation sécuritaire inquiétante à Beni, nouvel épicode de l'épidémie, aurait contribué à l'augmentation des cas d'Ebola depuis septembre. La semaine dernière 39 nouveaux cas d'Ebola ont été signalés dont 32 à Beni, soit 82% des nouveaux cas, alors que les équipes participant à la riposte ont connu plusieurs incidents sécuritaires, mettant en péril la réponse à la maladie. « L'augmentation récente de l'incidence des nouveaux cas est le résultat de la multitude de problèmes rencontrés par les équipes d'intervention », a ajouté Tarik Jasarevic, précisant que « ces incidents ont de graves conséquences pour les civils et les agents sanitaires qui sont en première ligne dans ce combat contre Ebola ». Face à cette situation, les autorités congolaises ont annoncé il y a quelques jours des mesures contre « les agressions des personnels de santé et le non-respect des mesures de prévention ». La semaine dernière, des volontaires de la Croix-Rouge congolaise ont été blessés. Pour l'OMS, ces nouveaux chiffres pourraient également indiquer que les communautés relaient davantage les nouveaux cas auprès des centres de santé. Selon Tarik Jasarevic, sur les 165 cas confirmés d'Ebola, 90 sont décédés et 53 sont guéris. Les autres sont hospitalisés dans les différents centres de traitement d'Ebola qui ont été installés. De façon générale, 26 cas suspects sont en cours d'investigation alors que six nouveaux cas sont confirmés, dont cinq à Beni et un à Masereka. En outre, trois nouveaux décès ont été confirmés à Beni. Tous les cas confirmés ont été localisés dans sept centres sanitaires du Nord-Kivu situés à Beni, Butembo, Kalunguta, Mabalako, Masereka, Musienene et Oicha. A noter que dans le cadre de la riposte à Ebola, 15.807 personnes ont été vaccinées dont presque 6.000 à Beni, plus de 4.000 à Mabalako, plus de 1.600 à Mandima, près de 1.400 à Katwa et plus d'un millier à Butembo. 80% des enfants en âge scolaire ont retrouvé le chemin de l'école.

Mokonda Bonza demande au Parlement d'inviter le Dr Mukwege à présenter son prix. Le sénateur Florentin Mokonda Bonza plaide pour que le Parlement invite officiellement le prix Nobel de la Paix Denis Mukwege à venir à Kinshasa présenter son prix afin de recevoir les félicitations de la représentation nationale. « Comment ne pas soutenir le Dr Mukwege, comment ne pas lui témoigner notre gratitude et surtout celle des femmes et filles soignées et prises en charge

pour leur progressive réinsertion dans leurs communautés. Cette élévation va certainement stimuler de nombreux compatriotes, aussi compétents et intègres que Mukwege, à bannir la médiocrité, à faire preuve de courage et de l'excellence dans l'exercice de leurs professions », a argumenté le sénateur Mokonda Bonza.

Lubumbashi : retour au calme après les échauffourées entre policiers et sympathisants de l'opposition. La situation est redevenue calme du côté de la cité des jeunes et de la Kenya après quelques échauffourées qui ont opposé les éléments de la police et quelques membres des partis politiques de l'opposition ce samedi 13 octobre à Lubumbashi. Les sympathisants des partis politiques membres de la plateforme Ensemble tenaient à l'organisation du meeting de cette plateforme. Cette manifestation autorisée jusqu'au jeudi 11 octobre, a été suspendue par l'autorité urbaine. Plusieurs témoignages attestent qu'il y a eu des arrestations. La police n'a pas encore confirmé l'information. Vers la mi-journée, quelques échauffourées ont été enregistrées sur la route Munana vers la cité des jeunes. Des militants qui tentaient de s'approcher du lieu de la manifestation de l'opposition ont été dispersés.

Nord-Kivu : lancement du projet d'appui à la réinsertion socio-économique des démobilisés et les jeunes à risque. Le projet d'appui à la réinsertion socio-économique des démobilisés et jeunes à risque, dans les quartiers Majengo et Ndosho, en ville de Goma a été lancé vendredi 12 octobre à Goma. Nonante jeunes sur les 575 enregistrés qui ont été reçus à cette première phase du projet. Ce projet consiste en la formation professionnelle en réparation des appareils cellulaires, la fabrication des blocs ciments et le revêtement en pavés des pierres taillées. Pour Jacques Juvigny, responsable de DDRRR de la MONUSCO au Nord-Kivu, ce projet donnera aux bénéficiaires une perspective d'avenir prometteur. La première phase de cette formation prendra quarante bénéficiaires en trois mois de formation, trois mois de stage et six mois de suivi, alors que la seconde s'étendra sur six mois soit deux mois de formation et quatre mois de stage. Le coût total de ce projet est d'au moins 170.000 USD.

Dimanche 14 octobre.

Le vice-ministre des Affaires étrangères pour les sanctions contre les auteurs des expulsions des Congolais de l'Angola. Le vice-ministre des Affaires étrangères veut que les Angolais qui se sont livrés au refoulement des Congolais dans des conditions inhumaines, répondent de leurs actes. « Le Congolais est un peuple hospitalier. Mais quand vous touchez à ses droits fondamentaux, il sait se révéler intransigeant. Nous ne sommes pas encore là. Quand nous serons à Kinshasa, l'ambassadeur de l'Angola doit venir dans nos bureaux nous expliquer le pourquoi et le comment de ces actes. Et à ce titre, nous allons réserver une position du gouvernement », a indiqué Agée Matembo. Il n'écarte pas la possibilité de recourir au principe de la réciprocité. Environ 180 000 Congolais ont été refoulés de l'Angola ces derniers jours.

Nord-Kivu : les notables de Walikale demandent à la population de collaborer avec l'armée. Les notables du territoire de Walikale (Nord-Kivu) appellent la population à une franche collaboration avec l'armée. Ils ont lancé cet appel samedi 12 octobre à Walikale. Le calme revient dans ce territoire qui compte pourtant un bon nombre des groupes armés, constitués majoritairement des jeunes du territoire. Tout en félicitant l'armée congolaise pour la poursuite des opérations de traque contre les groupes armés dans la région, la notabilité demande à l'armée de songer aux zones où les opérations militaires n'ont pas encore commencé.

Kinshasa : les officiers des FARDC formés sur les sciences de l'information et de la communication ; Quatorze officiers des FARDC ont clôturé samedi 13 octobre à l'Institut facultaire des sciences de l'Information et de la communication (IFASIC) à Kinshasa une formation en information et communication. Ouverte le lundi 1er octobre, cette session a abordé les étapes dans l'élaboration de l'information radio, les compétences journalistiques de base à la télévision, les genres journalistiques de base, le Web journalisme, la conférence de presse, l'éthique, la déontologie et la communication de crise. «A la fin de cette formation, nous serons déployés comme porte-parole dans des secteurs opérationnels. Cela va nous permettre de bien exercer notre mission, notamment en ce qui concerne la communication opérationnelle », a indiqué l'un des participants à cette formation administrée par les enseignants de l'IFASIC.

Julien Paluku demande aux habitants de Rubaya de vivre dans l'unité et d'œuvrer pour la paix. Julien Paluku, gouverneur de la province du Nord-Kivu a demandé samedi 13 octobre à la population de la cité de Rubaya de « vivre dans l'unité et de cultiver la paix ». Il conduisait la délégation du comité provincial de sécurité qui s'est rendue à Rubaya, cité minière située à plus de 50 km à l'Ouest de la ville de Goma où au moins quinze personnes avaient été tuées par des bandits armés la semaine dernière. S'adressant à la population, il leur recommande de ne pas faire recours à la justice populaire. « Si vous arrêtez un bandit, n'usez pas la justice populaire. Car ce bandit nous servira pour dénicher ses commanditaires. Mais

si vous le tuez, vous rendez la tâche difficile à l'organe de la loi pour détecter les vraies sources et causes des problèmes sécuritaires qui gangrènent notre territoire », a conseillé Julien Paluku.

Lubumbashi : les opposants empêchés de se réunir. « Ma présence à Lubumbashi pendant les 48h c'est comme si on était en enfer. Dès l'arrivée à l'aéroport, deux militants du MLC ont été arrêtés. J'arrive à la Kenya, Je suis accueillie par des tirs à balles réelles et de gaz lacrymogènes. La même chose à Njanja où on nous a poursuivis. Et aujourd'hui, le patriarche Kyungu a appelé toute la délégation chez lui. On a été séquestré comme je suis arrivée avant et les autres collègues ont été empêchés. Les policiers ont barricadé tout le quartier. Pas d'entrée, pas de sortie. Lubumbashi c'est une prison à ciels ouvert », a dénoncé Eve Bazaiba, secrétaire générale du MLC. La police promet de s'exprimer dans les heures qui suivent.

Kinshasa : clôture du congrès extraordinaire du parti PRPC. Le Parti réformateur pour un Congo vivant (PRPC), parti membre du Front commun pour le Congo a clôturé ce dimanche 14 octobre à Kinshasa son congrès extraordinaire. Pendant deux jours les cadres, membres et sympathisants de ce parti ont peaufiné des stratégies pour bien battre campagne de leurs candidats aux législatives nationale et provinciale, mais aussi celle du candidat du FCC à la présidentielle.

Expulsion des Congolais : la RDC prévoit « une riposte sans pareil ». La RDC accorde un délai de deux mois à tous les pays dont leurs ressortissants ont trouvé refuge sur le sol congolais en vue de leur rapatriement, a annoncé vendredi 12 octobre à Lubumbashi le vice-ministre des Affaires étrangères, Agée Matembo. Environ 180 000 Congolais ont été refoulés de l'Angola ces derniers jours. La RDC accueille près de 250 000 réfugiés rwandais, 185 000 burundais, 700 000 centrafricains et près de 300 000 sud-soudanais. Elle dit constater que plusieurs Etats ne respectent pas l'accord d'Addis Abeba sur la paix et la sécurité, a déclaré Agée Matembo, de retour de Kampala où il a assisté au sommet des chefs des Etats membres du CIRGL. « Aujourd'hui, il était question d'aller évaluer. Cinq ans après, nous venons de nous rendre compte que parmi les signataires, il y a des Etats hypocrites. Les Etats qui ont compris que la fin de l'insécurité à l'Est du pays, ce sera la chute économique de leurs Etats respectifs », a-t-il accusé. Selon lui, ces Etats agissent « en complicité avec leurs frères qui viennent pour insécuriser le pays en pillant nos minerais, en violant nos mamans, nos sœurs et ne prenant tout sur leur passage ». Il a annoncé une « riposte sans pareil, d'ici deux mois ». Kinshasa a par ailleurs appelé chaque pays, qui avait signé à Addis-Abeba l'accord-cadre sur la paix et la sécurité en RDC et dans la région, à respecter ses engagements. Ces déclarations du vice-ministre des Affaires étrangères interviennent dans un contexte marqué par de nouvelles vagues d'expulsions des Congolais d'Angola. Environ 180 000 Congolais ont été refoulés de l'Angola ces derniers jours, dans des conditions inhumaines. Les expulsés font état de pillage, d'incendie de leurs maisons, de personnes blessées ou tuées par les forces de l'ordre et des civils angolais. Une dame, arrivée à Kamako au Kasai jeudi dernier après avoir vécu en Angola pendant 12 ans, relate avoir vu trois Congolais tués par balle par des militaires angolais à Lukapa.

Le député Patrick Muyaya présente son bilan à ses électeurs. Patrick Muyaya se dit satisfait d'avoir contribué significativement aux efforts déployés à l'hémicycle pour voter 182 lois. Parmi ses réalisations, l'élue de la Funa cite son initiative de révolutionner la RTNC3, la question écrite sur le meurtre des Congolais en Inde, la question d'actualité sur l'expulsion des Congolais de Brazzaville et la gestion du code 243. Il reproche cependant à l'Assemblée nationale de n'avoir pas assuré le suivi des recommandations du législateur.

Elections : le M17 appelle la CENI à décentraliser l'affichage des listes des candidats. Le M17 aile Kikukama a proposé dimanche 14 octobre à la Commission électorale nationale indépendante (CENI) de décentraliser l'opération de contrôle des noms des candidats à l'élection de décembre 2018 et des logos de leurs partis politiques. Selon Augustin Kikukama, président de ce parti politique, la décentralisation permettra, au niveau de chaque province, aux mandataires ou responsables de partis politiques de vérifier l'effectivité des identités et des photos des candidats.

Ituri : un engin explosif tue un enfant dans le Walendu Bindi. Un enfant est mort et trois autres ont été grièvement blessés dimanche 14 octobre dans des circonstances non encore élucidées à Gety, chef-lieu de la collectivité de Walendu Bindi, à 60 Km au Sud de Bunia. La société civile locale affirme que ces enfants mineurs ont été touchés par les éclats d'une roquette, qui a été tirée par des militaires Fardc. Cependant, le porte-parole de l'armée en Ituri déclare que les victimes sont mortes en manipulant un engin explosif sans le savoir.

Uvira : des centaines de miliciens se rendent aux Fardc. Les Fardc ont annoncé lundi 15 octobre de nouvelles redditions des centaines de combattants Maï-Maï, après le passage du chef d'état-major général des Fardc dans le territoire de Kabambare, dans le secteur opérationnel Sokola 2 au sud du Sud-Kivu. Après le groupe d'au moins 300 combattants de vendredi dernier, une vingtaine d'autres se sont rendus dimanche. D'après le commandant de ce secteur opérationnel, moins 300 combattants Maï-Maï du groupe Shetani, avec en tête leur chef Mapela David alias Shetani, se sont rendus vendredi dernier aux Fardc à Kabambare. Une dernière vague de 20 autres éléments du groupe Chui s'est rendue dimanche aux Fardc.

à Kabeya, un village situé entre Lulimba et Kilembwe, en territoire de Fizi. Le général Rugahi Sengabo réitère l'appel aux autres miliciens, dont Malaïka et Yakutumba, pour qu'ils puissent emboîter le pas.

Le fonctionnement de la faculté de la médecine sera soumis à « un contrôle de conformité ». « Toute université organisant la faculté de médecine sollicite un contrôle de conformité pour qu'elle soit autorisée de délivrer des diplômes à ses finalistes. Ce contrôle sera mené conjointement par le ministère de l'ESU, le ministère de la Santé et l'ordre des médecins. Cette démarche consiste à ne pas mettre sur le marché de l'emploi les charlatans qui mettent en péril la vie de nos compatriotes », a déclaré le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU), Steve Mbikayi lundi 15 octobre à l'ouverture de l'année académique 2018-2019. La cérémonie a eu lieu au sein de la nouvelle Université de Kaziba en territoire de Walungu, 55 Km de Bukavu. « Toute faculté de médecine qui n'aura pas subi ce contrôle et toutes celles qui seront déclarées non viables seront fermées », a prévenu M. Mbikayi. Le ministre a par ailleurs interdit la perception des frais académiques en monnaie étrangère. **Rentrée académique repoussée de deux semaines à Beni.** La conférence des chefs d'établissements de l'Enseignement supérieur et universitaire de la région justifie ce report par la situation sécuritaire à Beni caractérisée par les attaques répétées des présumés ADF ces dernières semaines.

Tueries de Beni : plaidoyer pour l'ouverture des enquêtes de la CPI. Gilbert Kambale, notable de la région de Beni et ancien président de la société civile de Beni appelle la Cour pénale internationale à mener des enquêtes pour sanctionner les auteurs des tueries de Beni. Il a lancé cet appel ce lundi 15 octobre à l'occasion de la commémoration du quatrième anniversaire du début des tueries de Beni. La date du 15 octobre 2014 correspond au début des massacres des civils dans la région de Beni. Ce jour-là, des hommes armés avaient fait une incursion à Ngadi et Kadowu dans la périphérie nord de la ville où des dizaines des civils ont été massacrés à l'arme blanche.

Ituri : des députés nationaux alertent sur l'existence d'une rébellion à Djugu. Les députés nationaux élus de l'Ituri ont affirmé dimanche 14 octobre au cours d'une conférence de presse tenue à Bunia qu'une rébellion s'organise dans le territoire de Djugu. Ils ont fait cette déclaration à la fin de leur mission officielle d'environ une semaine en Ituri. Ils réservent la primeur de leurs renseignements au président de l'Assemblée nationale qui les a mandatés. « Aujourd'hui, je n'aimerais plus qu'on parle des assaillants, mais plutôt des rebelles. Ce sont des rebelles que l'on doit condamner. Nous avons l'information précise sur cette rébellion. Nous savons qui en sont les auteurs et on va donner la primeur de l'information à qui de droit », a indiqué Raymond Tshedia, élu de Djugu et membre de la commission parlementaire. Le porte-parole des FARDC en Ituri, le lieutenant Jules Ngongo confirme la nouvelle. Il précise que les forces loyalistes sont en train de traquer ces hommes armés pour restaurer la paix dans le territoire de Djugu. « Ce sont des gens de Songa qui sont à la tête de ce mouvement. Ils s'attaquent à l'armée, à la police, même aux agents de l'ANR. Notre mission c'est de neutraliser complètement ces mouvements », a promis le lieutenant Jules Ngongo.